

La Gueule ouverte

n° 144 mercredi 9 février 1977 - suisse 3 FS hebdomadaire d'écologie politique canada 1,75 \$ - belgique 49 FB - france 5F

● Plus une seule centrale en Alsace

reportage pages 12-13



les notables alsaciens de Gerstheim ont pris la tête de la lutte anti-nucléaire.

● Le roi des Belges se lance dans le tout nucléaire

page 13

● Exclusif : L'EDF MENT !

l'atome n'est même pas rentable pages 14-15

EGYPTE: REPRESSION ET DEPENDANCE

pages 10-11

D'ORNANO (R.I.) SE MET A TABLE:

« C'est Pompidou qui a défiguré Paris »

QUI sont les Républicains Indépendants ? Une minorité qui a porté le Président de la République au pouvoir, et se trouve aujourd'hui coincée entre le bulldozer RPR qui voudrait n'en faire qu'une bouchée, et l'Union de la Gauche piaffant devant les écuries du Pouvoir. Plus habiles que leurs collègues RPR, les RI ne nient pas avoir commis des erreurs. Ils nient en être responsables. Qui est responsable ? Le Pouvoir, ce monstre à la langue verte qui pourrait hommes et principes et fait d'un d'Ornano écologiste le champion des centrales nucléaires. Mais qu'on y prenne garde : l'arme des Républicains Indépendants contre les écologistes n'est pas la récupération, c'est la dérision. Tout leur discours tend à rejeter ces gêneurs hors du champ politique : « Idéalistes, angéliques, incasables, de gauche par leur électoralat, de droite par élimination (entre l'union de la gauche et l'écologie, les RI choisiraient l'écologie) », voici les candidats écolo-



gistes réduits par cette rhétorique à un amalgame insignifiant, que l'on veut bien laisser jouer pendant que les grands s'occupent des choses sérieuses.

Françoise Danam suite pages 2-3

Une grande enquête "Gueule Ouverte" L'ÉCOLOGIE EST-ELLE POLITIQUE POUR LES PARTIS ?

JEAN-MARIE POIRIER (R.I.)

« La dose de réformes que peut absorber un système est limitée, sous peine de le bloquer. »

- Françoise Danam. Un arbre, une certaine idée de Paris... Voici que Michel d'Ornano se déguise à son tour en écologiste, et renie tout ce qu'il a adoré et continue d'adorer en tant que ministre de l'Industrie.

- Jean-Marie Poirier. En tant que ministre, Monsieur d'Ornano appartient à un système et doit y jouer son rôle. Cependant le courant de pensée Republicain Indépendant est très différent de l'idéologie pompidolienne. La nébuleuse giscardienne recrute chez les notables en réaction contre la croissance économique sans frein, chez les petits commerçants et chez les braves gens qui en ont assez de la pollution et des nuisances, et cristallisent leur ressentiment sur l'Etat-UDR.



- Dont les RI font et ont fait partie.

- Ils ne représentaient qu'une minorité au sein du gouvernement. Il se trouve que cette minorité a porté Valéry Giscard d'Estaing au pouvoir. Lequel Valéry Giscard d'Estaing a immédiatement stoppé la politique des tours, la voie express rive gauche, et sauvé la Cité Fleurie. C'est bien la preuve que l'environnement est au centre de nos préoccupations.

- Tout simplement parce qu'à l'heure actuelle c'est un thème électoral payant.

- C'est vrai, l'écologie est une arme sur l'homme de la rue. On est sûr de gagner des voix en parlant d'espaces

verts et de dimension « à l'échelle humaine ». Mais je vous répondrai que la gauche non plus ne se préoccupait pas d'écologie avant ces dernières années.

- C'est vous, ce n'est pas moi qui parle de la gauche. Serait-ce que vous situez les écologistes dans l'opposition ?

- Oui et non. Il est exact que deux-tiers des électeurs verts sont des sympathisants de la gauche. Exact aussi que l'Administration, représentant le Pouvoir, se heurte souvent aux contestataires écologistes. Cela ne tient pas à une opposition idéologique mais à l'obligation qu'elle a de maintenir l'ordre et de faire fonctionner le système. La gauche, qui a la position confortable de l'opposition, récupère alors ces luttes, et s'en sert comme arme contre le Pouvoir et non comme arme en faveur des écologistes. En réalité, l'inspiration écologiste est extrêmement variée et se situe dans tout l'éventail politique. Le problème de l'équilibre nécessaire entre les biens matériels et les biens immatériels, ainsi que celui de la conservation de nos ressources naturelles ont été évoqués tant par Stoleru que par Attali.

- Evoquer ne suffit pas. La politique gouvernementale contrarie vos principes avec une remarquable régularité. Voyez l'urbanisme : la Défense...

- ... Une prodigieuse connerie, je vous autorise à l'écrire.

- Pourquoi l'avez-vous acceptée ?

- Moi ? J'ai toujours été contre. La Défense, le Front de Seine, la Tour Montparnasse sont des monstres d'un univers en voie de disparition. Malheureusement, ce sont des réalisations dont l'origine remonte à la IV^e République. Nous ne sommes pas responsables.

- On peut toujours arrêter une erreur.

- Pas de cette ampleur. Les grandes décisions créatrices datent de plus de 20 ans. Or de quand date le premier plan d'urbanisme ? De 1960. Quant à la politique foncière, n'en parlons pas avant 1970.

- Ce retard n'était-il pas voulu, car la densité des villes servait la spéculation et la recherche du profit ?

- La spéculation... oui, peut-être. C'est vrai qu'on a cherché à faire le moins cher possible. Encore fallait-il savoir que les tours étaient moches. Durant des années, nous avons été bercés par le mythe de la cité radieuse de Le Corbusier. D'ailleurs, l'immeuble collectif n'est pas en soi un mal absolu. Il s'agit d'en dominer les conséquences.

- Ce que vous n'avez pas fait.

- C'était impossible. Quand on a construit les villes nouvelles, on n'avait aucune idée des difficultés qui allaient se faire jour. On n'a pas osé présenter au Parlement les premiers projets de Plans d'Occupation des Sols (POS) tant leurs implications étaient incertaines. Il a fallu les revoir, les revoir encore. C'est comme le plan Barre. On pense, on espère qu'il va réussir. Mais la situation exacte que vont dessiner ces mesures qui partent dans tous les sens, personne ne la connaît vraiment.



- Ca ne vous gêne pas de gouverner, en somme... à vue ?

- A partir du moment où un projet a une certaine envergure, on a forcément une vue empirique de ses conséquences, aucune certitude scientifique. L'énorme est imperceptible, au sens propre du terme.

- Il y a une solution : ne pas faire énorme, pour garder la maîtrise de ses projets. Et là, on rejoint les écologistes.

- Tout à fait d'accord. Un programme ne devrait jamais concerner plus de 40, 50.000 personnes. Malheureusement, ces projets coûtent cher. Les adopter suppose que l'on renonce au principe de rentabilité.

- Et de toutes façons, on ne prend le chemin ni de l'échelle moyenne, ni de la décentralisation. Voir Beaubourg.

- Idée pompidolienne, j'insiste. On a fini le centre Beaubourg uniquement à la mémoire de Georges Pompidou, et vous avez vu en quels termes pour le moins tièdes Valéry Giscard d'Estaing l'a inauguré. C'est une véritable centrale nucléaire à l'intérieur de Paris.

- Disons une raffinerie. Je crains moins d'être irradiée par Beaubourg que par Nogent-sur-Seine, que soutient Michel d'Ornano.

- Je vous attendais là. Vous êtes une idéaliste. Personne ne peut être contre

le nucléaire, parce que l'écologie disparaît dès que se pose un vrai problème économique.

- Pas tellement. Jamais le mouvement écologique n'a été si fort, et nous sommes en pleine crise.

- La crise n'est pas réelle. Les Français vivent très confortablement et ont tout loisir de faire de l'écologie.

- Très confortablement ? Vous plaisantez !

- Mais non. D'accord, il y a un million de chômeurs. Mais à côté des pays du tiers-monde, nous sommes des pachas.

- Evidemment, mais le problème n'est pas là. Le risque nucléaire existe. Les chercheurs du CERN qu'on ne peut soupçonner de gauchisme chevelu se sont prononcés contre Super-Phénix, et le gouvernement ne les a pas écoutés.

- Les savants ont une surconscience des risques. Ils ont peur de leurs responsabilités et des événements qu'ils déclenchent. Au début du métro, ils prédisaient bien qu'on y mourrait étouffé !

- Dans le cas du nucléaire, ils ne prédisent pas l'apocalypse. Ce ne sont pas des savants fous, mais des scientifiques qui vous informent du danger. Il y a déjà eu des cas de contamination. La centrale de Chooz a été arrêtée. Aux Etats-Unis, des accidents dont la probabilité était de un pour un milliard se sont produits.

- Je sais. Il y a toujours un risque à entreprendre quelque chose. Le barrage de Malpasset a fait plus de morts que toutes les centrales nucléaires. Il suffit de privilégier les recherches de sécurité. Mais ce n'est pas aux savants de décider contre les politiques. Or le choix nucléaire est un problème qui se pose pour 1980. On ne peut pas se permettre de dépendre des pays arabes.

- L'indépendance est un mythe. Le choix nucléaire vous rend dépendant des Etats-Unis pour la technologie, et de l'Afrique du Sud pour l'uranium.

- Il est plus facile de discuter avec ces pays qui sont de vrais partenaires économiques, même l'Afrique du Sud, quoi qu'on en dise.

- Donc, pour le maintien d'un « équilibre mondial », vous dites oui au tout nucléaire.

- Pas au tout nucléaire. C'est une voie aussi stupide que le non au nucléaire. Il faut diversifier ses sources. Recourir aux énergies traditionnelles, nouvelles,



La Tour Montparnasse

et à l'énergie nucléaire.

- Difficile de faire « un peu de nucléaire ». C'est une industrie qui s'accommode mal de la dimension réduite.

- Un tiers de nucléaire dans notre consommation totale, ce n'est pas petit. C'est énorme. C'est rentable. Ça justifie tous les investissements.

- Il ne vous vient pas à l'idée de réduire la consommation d'énergie ?

- C'est tentant, quand on est comme vous en dehors du système. Nous, exerçant le pouvoir, devons compter avec la compétition sociale qui tend à l'augmentation du pouvoir d'achat, du côté de la CGT particulièrement, et avec la compétition internationale qui conduit à appauvrir la terre.

- Autrement dit, vos principes s'effondrent dès qu'il s'agit d'exercer le Pouvoir.

- La volonté de changer existe. Le giscardisme est assez proche des écologistes. Mais la dose de réformes que peut absorber un système est limitée, sous

peine de le bloquer. Voyez comme le RPR reproche au président d'avoir sacrifié le dynamisme politique au profit des réformes profondes de mœurs.

- Si les deux sont incompatibles, c'est peut-être qu'il faut changer de système.

- Aucun système ne se change de l'intérieur. Il faut toujours la révolution ou la contestation pour le faire. Notre rôle est de faire avancer progressivement les choses, à l'intérieur du système. Et celui des associations est de nous y forcer, bien qu'elles aillent parfois trop loin.

- Que voulez-vous dire ?

- Elles ont souvent une attitude nihiliste et crient avant d'avoir mal.

- C'est préférable. Vous me disiez tout à l'heure qu'on ne peut pas rattraper une erreur engagée.

- Certes, mais les associations ont tendance à intervenir dans des problèmes qui n'ont rien à voir avec l'écologie.



- Qu'appellez-vous écologie ?

- Les problèmes de cadre de vie, de non densité, de qualité esthétique du milieu et de communication. Il est important que les écologistes restent dans ces limites pour garder sérieux et crédibilité et ne pas devenir un ramassis de mécontents.

- Lorsque nous parlons « reprise en mains du pouvoir à la base », nous allons trop loin ?

- Vous politisez.

- Ce n'est pas une tare.

- Ce n'est pas votre rôle. Si les écologistes s'occupent de tout, ils sombreront dans l'opportunisme politique. Les candidats verts doivent être des candidats pédagogiques, pour faire connaître les problèmes d'environnement. S'ils vont au-delà, ils font de l'humanisme politique.

- La démocratie locale vous contrarie-t-elle ?

- Non, bien qu'elle n'ait rien à voir avec l'écologie. J'ai vu des populations refuser un espace vert pour un parking.

- J'ai vu 11 municipalités sur 13 refuser une centrale thermique, et celle-ci être construite quand même.

- Tout ne peut pas se régler à coups de référendum ! Gouverner, c'est être aussi démocrate que possible, mais conserver la décision.

- L'autogestion ?

- Comme objectif final, ce n'est pas en soi critiquable. Mais rien ne prouve qu'elle est possible. Je déplore qu'on ait tendance à montrer le souhaitable comme possible.

- Le « on » vise le Programme commun ?

- Il y a de bonnes choses dans le programme commun. Et de moins bonnes, comme la politisation permanente, la mobilisation des foules par des agitateurs, et les nationalisations.

- Au 2^e tour, entre un candidat de la gauche et un candidat écologique, pour lequel voteriez-vous ?

- En tant que RI, je serais obligatoirement pour le candidat écologique

contre l'union de la gauche. A titre personnel, je préférerais le candidat de la gauche, qui est capable de gérer. Les écologistes n'en n'ont au fond ni l'envie ni les capacités. Ils sont trop angéliques. Le pouvoir angélique est difficile.

- Ils représentent presque 10% des suffrages, et feront la décision finale.

- Je ne crois pas. L'électeur vert subit un dédoublement de personnalité. Au 1^{er} tour, il vote écologique par passion. Au 2^e tour, il vote politique par réalisme. Et comme nous avons vu tout à l'heure que l'écologie recrute dans tout l'éventail politique, leurs suffrages se redistribueront partout. Une consigne de vote n'y changera rien, puisque par définition, les écologistes sont hostiles à ce genre de pouvoir.

- Et hop, nous voici réduits à néant.

- Pas du tout. Le courant écologique est un grand renouveau dans la vie politique française. Il n'est un danger ni pour la droite, ni pour la gauche, mais un danger pour les forces en place qui s'usent, et un appoint pour les hommes neufs, quels qu'ils soient.

- En dehors de l'envie de garder le Pouvoir, quel est pour les RI l'enjeu des élections ?

- Votre question est un amalgame de perversité et de subversion. Oui, nous garderons le Pouvoir. Puis il sera temps de reclasser les forces politiques d'ici 78.

- C'est-à-dire ?

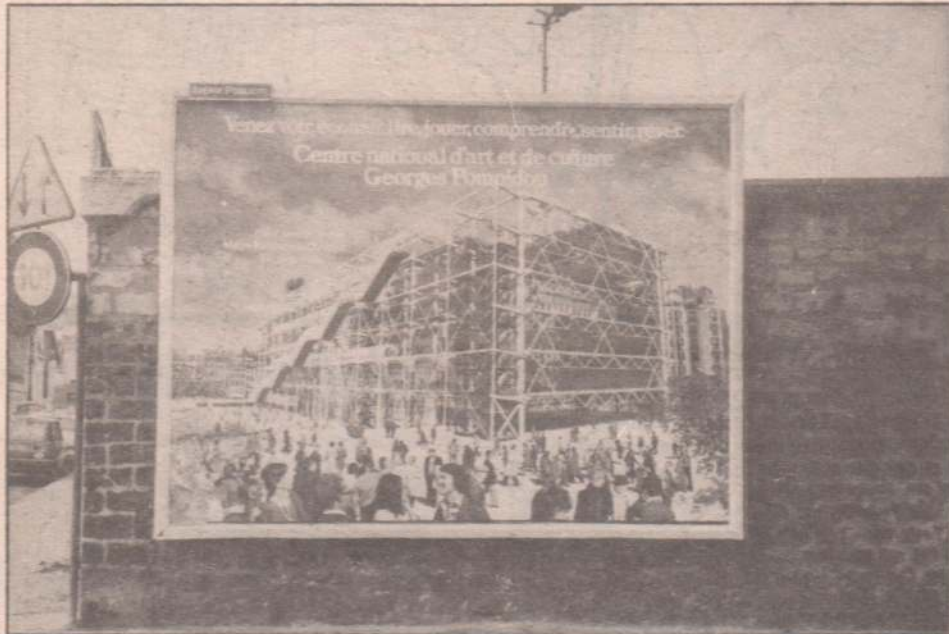
- Il ne faut pas que s'engage sans cesse tout le pouvoir à chaque échéance électorale. On ne peut garder la France coupée en deux.

- Voulez-vous dire un rapprochement avec les socialistes ?

- On peut le comprendre ainsi. »

Propos recueillis par
Françoise Danam

Y a pas que Beaubourg dans les Halles



Dans les couloirs du métro, le Centre Pompidou parade sur les affiches. Hier, un gamin d'une dizaine d'années, très titi parisien, l'examinait en demandant à son père :

- Qu'est-ce que c'est ? Un nouveau métro ? disent que ça va bientôt ouvrir.

- Ben, j'ai cru bien que c'est un genre d'hôtel plutôt...

TOUT le monde parle de Beaubourg, de la démocratisation de la culture, plein les journaux, plein la radio, à la télé je suppose que ça doit être pareil, et moi, je me sens complètement en dehors du coup. Je passe devant, à côté, indifférente. Je n'entre pas. J'avoue, je me fiche complètement de Beaubourg.

Si, si, je connais. Je fréquente même pas mal le métro Halles. Plein de choses et de gens sympas. Le resto végétarien Aquarius, c'est par là, les librairies Parallèles et Alternatives, aussi, la boutique où on achète de quoi faire des bougies, des colliers de perles, de l'essence de bergamote et de citronnelle pour parfumer les mouchoirs, c'est rue du Jour. Et puis il y a encore l'école de la rue du Louvre où je vais régulièrement apprendre à écrire et à parler.

Il y a quinze ans j'allais déjà aux cours du soir pour adultes, à côté de Saint-Eustache, pour passer le bac. Je travaillais dans un bureau, un peu plus haut, dans le Sentier, le haut quartier du prêt-à-porter. Dans les boutiques de gros, les stocks de mini-jupes s'amoncelaient. A midi, pendant les trois-quarts d'heure du déjeuner, je filais rue Réaumur, lire Elle et France-Soir, entièrement affichés dans les grandes vitrines de leurs locaux. Ça grouillait

de monde partout à l'heure du déjeuner. S'il pleuvait, j'allais feuilleter les magazines féminins dans le hall du public des N.M.P.P. Le soir, à six heures, je descendais en courant la rue Montorgueil où le marché débordait des étalages. Ça s'engueulait ferme, ça sentait bon les frites, on se cognait aux voitures des quatre-saisons, je m'offrais royalement une livre d'abricots ou bien des marrons grillés, et j'arrivais tout essoufflée dans le local de la rue Montmartre, pour suivre le cours de chimie ou de philo jusqu'à dix heures.

Pierre m'attendait à la sortie. On allait manger une soupe à l'oignon en début de mois, après on s'en tenait au tilleul-menthe. Il dessinait les gens du bistrot sur un carnet minuscule, je notais les conversations et il faisait bon. On marchait jusqu'à Châtelet et puis on s'en allait, chacun sur notre quai de métro, mettre le réveil à sonner, pour arriver à huit heures et demi au bureau le lendemain matin.

Il y a aussi mes cousins de la rue Saint-Martin. Ça fait douze ans qu'ils y sont. Quasiment au pied du centre Pompidou maintenant. Ils avaient trouvé une pièce à louer pour presque rien. Trente mètres carrés, éclairés faiblement par une fenêtre sur cour, au premier étage. Géraniums et relents de merlans frits. Trente mètres carrés mais seulement

après nettoyage des lieux qui avaient été le fief d'un clochard au beau temps des Halles de Paris. Dans un recoin du couloir sombre et suintant d'humidité qui mène de la rue à la cour, une vieille avait élu domicile. Elle vendait des bouquets de violettes à demi fanées aux passants et se nourrissait « sur le tas ». Dans le quartier, il y avait toujours de quoi manger pour elle. Mais les Halles sont parties à Rungis, les clochards ont émigré, la vieille aux violettes aussi. Il n'y a plus que des marchands de prêt-à-porter, gros, demi-gros. Une fois par semaine, des jeunes femmes pressées, chargées d'un énorme sac de tissu viennent le déposer sur le comptoir, et puis repartent avec un autre sac, tout aussi lourd, en se dépêchant pour attraper leur train de banlieue. Juste à temps pour la sortie de l'école. Elles font des finitions à domicile. Une trentaine de robes à ourler, à pincer, à surfiler... On peut garder des enfants à la journée en même temps. Ça aide bien, quand le mari n'a qu'une paye d'O.S.

Donc, les Halles sont parties. Le voisin de palier de mes cousins, quarante ans de cloche, est mort un jour sur son tas de chiffons. Sa pièce était libre. Loyer symbolique. En réunissant les deux et parce qu'il était dans le bâtiment, mon cousin a aménagé un confortable appartement, de quoi faire pâlir d'en-

vie tous les rénovateurs du quartier. Sous la crasse, il a retrouvé les poutres de chêne, la cheminée Louis XV en pierre rose, extraordinaire. Qui fonctionne et qui chauffe. Avec tous les travaux dans le coin, ce n'est pas le bois qui manque. Une petite promenade à pied le soir et on ramène une bûche, des chutes de tissu pour les coussins, des feuilles de laurier cueillis à la porte des restaurants chics du quartier.

Leurs deux gamins allaient à la communale. Démolie puis remplacée par l'école de la rue Saint-Merri, sur le trottoir en face du centre Pompidou. Ecole un peu pilote, un peu expérimentale, des maîtres sympas, pleins d'idées, des enfants heureux. Mais la routine s'est installée et a chassé l'enthousiasme, l'imagination. L'autre lundi, jour de l'inauguration du Centre Pompidou, les parents d'élèves, fédération Cornec, faisaient un sit-in de protestation pour attirer l'attention du public sur les problèmes d'insécurité, d'insuffisance de crédits...

Les enfants sont parqués dans une école qui se voulait pourtant ouverte sur le quartier au début. Elle débouche à présent sur le Centre National d'Art et de Culture. D'un ghetto à un autre ghetto. Mais en dehors des heures de bureau, la vie continue.

Danielle

anti-militarisme

INSOUMISSION: ON LACHE LES CHIENS

JACQUES Breton et Noël Gendron sont tous les deux insoumis. Le 22 janvier, Noël est arrêté lors d'un contrôle routier dans la banlieue parisienne. Quelques jours plus tard, c'est au tour de Jacques.

Tous deux se retrouvent donc à la caserne Duplex où, comme d'habitude, un officier leur propose l'uniforme... ce qu'ils refusent bien poliment.

Les voilà donc en double infraction : une fois pour insoumission ; une fois pour refus d'obéissance.

Le 28 janvier ils commencent une grève de la faim.

Un comité de soutien se forme aussitôt : bombages aux alentours de la caserne, coups de téléphone répétés pour obtenir des nouvelles... Bref, rien que du classique.

Pourtant les résultats sont surprenants.

Dans la nuit du 1er au 2 février, l'état d'alerte est décrété à Duplex. Les chiens sont lâchés, des camions barrent l'entrée de la caserne... la hiérarchie militaire craint une attaque de commando ! Quand les galonnés se mettent à faire de la stratégie, les résultats ne sont pas tristes !

Mais ce n'est pas tout : refusant de passer une visite médicale, Jacques et Noël se voient menacés d'être conduits à l'infirmerie « à l'aide des chiens ».

Finalement, le 2 février, nos deux compères sont conduits, sous bonne escorte, à la prison de Fresnes.

Samedi dernier une trentaine de membres du Comité de Soutien et des comités de luttes des objecteurs (C.L.O.) parisiens se réunissent au métro La Motte-Piquet afin de porter une lettre au Commandant de la place de Paris, lettre demandant la libération de Jacques et Noël.

A peine ont-ils mis le nez dehors qu'ils se

voient entourés de CRS en grande tenue de combat (casques à visières, boucliers, matraques...) qui leur « demandent » de prendre place dans un car spécialement aménagé.

La surprise est telle que les « manifestants » ne trouvent même pas le temps de distribuer quelques tracts ou d'alerter les gens qui s'arrêtent, étonnés, sur les trottoirs.

Conduits au commissariat central du 15^e, ils se voient accusés de « participation à une manifestation non déclarée ». Or, d'une part, cela ne constitue pas un délit mais est seulement passible d'une contravention ; d'autre part, on ne leur a pas même signifié qu'ils devaient se disperser.

Bref, c'est l'arbitraire dans toute sa splendeur.

D'autant que le contrôle d'identité (long, très long), fut suivi de deux heures d'attente « pour les vérifications ».

Plusieurs parmi les participants ont décidé de porter plainte pour arrestation arbitraire et séquestration.

De nouvelles actions sont prévues.

Si vous voulez en savoir d'avantage, contactez le comité de soutien à Jacques et Noël (c/o Mouvement écologique, 65, Boulevard Arago, 75013 Paris).

Ne manquez pas d'envoyer le petit paquet de lettres habituel :

- à Jacques (écrou 662 703) et à Noël (écrou 66 702), Maison d'arrêt de Fresnes, 94261 Cedex.

- à M. Cochard, directeur de la gendarmerie et de la justice militaire, 35, rue Saint Didier, 75016 Paris.

- à M. Stephan, juge d'instruction, TPF de Paris, 20, rue de Reuilly, 75998 Paris Armées.

Enfin pour ceux qui aiment téléphoner...

Cochard : 553 75 50. Fresnes : 350 35 50... Ou qui ont des sous : CCP 33 549 20 (JP Lafay), en mentionnant « soutien à Jacques et Noël ».

SUPPLÉMENT ILLUSTRE À ATTENTION INDÉCENCE



LA CIVILISATION DU DISQUE DE METAL

BIEN AVANT NOTRE CIVILISATION IL ETAIT UNE PROLE D'EPOQUE PAS PROLE OU LA VIE DES GENS ETAIT CONSTRUITE AUTOUR DE SACRIFICES

SON APOGEE POIS SON DECLIN SE SITUENT APPROXIMATIVEMENT VERS LE XX. SIECLE

APRES L'EPOQUE BITE DU TORTURE

L'EPOQUE BITE DES TORTIONNAIRES

LES MAITRES DE CETTE SECONDE PERIODE ET LEURS PRETRES (LES MILITAIRES*) SAURONT REGNER EN SE COUVRANT D'AMULETTES...

DISQUE DE METAL A EFFIGIE DE LA MARIANNE (coll. musée Pompidou)

ETUDE D'UN SACRIFICE RELIGIEUX : LE SERVICE MILITAIRE

IMAGINEZ-VOUS (C'EST DIFFICILE!) A L'AGE DE 18 ou 20 ANS...

UNE MACHINE ARRIVE ET VOUS VOLE UN AN DE CETTE VIE...

OUI! UNE ANNEE ENTIERE! ET TOUS N'EN REVENAIENT PAS!

UN RITUEL EN TROIS TEMPS :

I L'APPEL (TREMISEMENT) (TENUE DE GERMANIS)

II L'INCORPORATION (L'ENFANT RENTRAIT DANS UN GRAND CORPS) (UNE RE-NAISSANCE SYMBOLIQUE?)

III LA GUILLE (S'EST-ELLE) (MISE A LA PUTE) (OU EST-ELLE CETTE SALOPE QU'ON SE LA BAISE?)

JEUNES GENS CLASSÉS réformés, personnes faibles, volontiers et robustes par la méthode de culture physique libre, sans appareils, 10 minutes par jour pour créer une nation saine et défendre la Patrie.

LES REFORMÉS CE QUI, COMME LE PROUVERAIT CE DOCUMENT SIGNIFIE, SANS FORME...

TOUS Y ALLAIENT?

NON DEUX GAS!

LES OBJECIEURS

A NE PAS CONFondre AVEC LES REFORMES APRES USAGE QUELUX ANAIENT DROIT A TOUS LES HONNEURS!

MAIS PROFESSEUR PERSONNE NE SE REVOLTAIT?

OH UN AN CA PASSE VITE!

FAUT MILITER DEL'INTE RIEUR!

COMPLETEMENT ALLUMINE CE TROP!

QUEL EXPOSE DELIRANT!

NON, A PART QUELQUES INSCUMIS, LES AUTRES MEME LES PLUS OPPOSES:

POUR AVOIR ETRE VRAIMENT CONTRE, FAUT BIEN SAVOIR CE QUE C'EST!

POUT PAS PU FAIRE AUTREMENT!

COMMENT MEME DES BARBARES AUR RAIENT ACCEPTEER GA?

petit lexique (LAROUSSE) des mots EMPLOYES :

MILITAIRE: de METIER DES ARMES

SERVICE: ETAT DE DOMESTIQUE entrer au service de quelqu'un

REFORME: CHANGEMENT OPERE EN VUE D'UNE AMELIORATION.

GÄUZERE

Marx et l'écologie

Il faut faire une mise au point, et de taille ! On considère habituellement le bonhomme Marx comme un partisan du progrès. Et l'affaire est classée. Tout le monde s'accorde là-dessus. Ne faut-il pas qu'il le soit « progressiste » ? On peut même recourir au crin-crin de la onzième thèse sur Feuerbach : avoir pour tâche désormais de transformer le monde. De là à supposer, comme Trotski, que le socialisme déplacera « montagnes et rivières », il n'y a qu'un pas. Le commu-



nisme alors serait un gigantesque chantier qui remuerait hardiment la géologie, ferait main basse sur toutes les énergies, exploiterait et maîtriserait sans ménagement la nature. Et donc, rien à voir avec l'écologie. Qu'en est-il chez Marx ? On a deux ensembles de textes : l'un relatif à la question du développement des forces productives, et l'autre ensemble qui envisage des « limites » à ce développement. - « Développement libre, sans entraves, ininterrompu ». Cela, Marx l'a écrit. Mais au fait, qu'est-ce que cela veut dire ? Et encore ceci : « Tous les progrès de la civilisation, c'est-à-dire toute augmentation des forces productives sociales » Le quantitatif a fasciné Marx aussi. Le miroir des quantités est bien l'exhibition principale des sociétés « socialistes ». Hua Kuo Feng s'y regarde.

Mais avec Marx, ce n'est pas cela. Pourquoi ? Parce que Marx considère que ce fameux développement des forces productives rencontre deux sortes de limites. La première espèce de limite concerne des bornes historiques relatives aux sociétés considérées. Ainsi la technique rencontre en Grèce ancienne une limitation dans le fait qu'il n'y avait pas de corrélation politique entre l'activité productive et le pouvoir politique : l'idéal de la société n'était pas le lieu de la production, mais l'espace de la cité. De même au moyen-âge le métier, la corporation, la confrérie, enferment la production dans les règlements d'un corps social fermé et jaloux. Troisième limite envisagée par Marx, la propriété privée qui monopolise la production et prive l'ensemble du corps social des matières premières, des techniques et des connaissances. Alors oui, dans cette perspective, Marx veut un développement « sans entrave ». Mais attention, il n'est ici question que de **limites historiques**. Passons maintenant à l'autre ensemble de textes.

- Marx envisage avec la production, la destruction. Et que l'on se tienne à ce qu'il dit : destruction de la terre comme source de la vie. « En outre, chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol ; chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps, un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité. Plus un pays, les Etats-Unis du nord de l'Amérique par exemple, se développe sur la base de la grande industrie, plus ce procès de destruction s'accomplit rapidement. »



Car pour Marx, la production doit obéir à des limites. Pas des limites historiques mais des **limites naturelles** : « La grande industrie et la grande agriculture exploitée industriellement agissent dans le même sens. Si à l'origine elle se distingue parce que la première ravage et ruine davantage la force de travail naturelle de l'homme, l'autre plus directement la force matérielle de la terre, elles finissent en se développant par se donner la main. Le système industriel à la campagne finissant aussi par débâiller les ouvriers et l'industrie et le commerce de leur côté fournissent à l'agriculture les moyens d'épuiser la terre. »

Marx a raté les innovations du Norfolk sur la rotation des cultures et l'assolement quadriennal. Son jugement : « Préjugés d'agriculteurs anglais ». Par contre Marx est un lecteur de Liebig. Et il retient son idée du métabolisme des lois de la vie. Idée que Marx conjugue avec celle des échanges organiques que l'homme entretient avec la nature. Marx fait sienne la conception de limites naturelles qui visent à conserver à la terre la possibilité du long terme. D'où son expression : « la terre condition inaliénable de l'existence ». On ne peut dépasser la limite que constitue le métabolisme

PEINE DE MORT : RIEN N'A CHANGÉ

C'était prévu et on s'en doutait : « l'indulgence » dont a bénéficié Patrick Henry sous le feu des projecteurs n'a pas aboli la peine de mort. Aux assises de Douai, un pauvre minable vient d'être condamné, sans remue ménage, sans mobilisation de militants comme sans hurlements de loups. Tout tranquillement. Dégueulasse nous sommes. Dégueulasse il est, le code pénal qui permet ce jeu barbare : coupera - coupera pas ?

Le Comité de Liaison Contre

la Peine de Mort (C.L.C.P.M., 117, avenue de Choisy, 75013 Paris) conscient de s'être légèrement endormi après l'affaire de Troyes est décidé à ne plus abandonner le sujet avant d'avoir obtenu un résultat. Premier objectif, pour commencer : que la question de l'abolition de la peine de mort soit discutée au Parlement dans les plus brefs délais. Le Comité souhaiterait que tous ceux, individus, groupes, associations, mouvements, partis politiques français ou étrangers qui se sont indi-

gnés par l'existence en France de la guillotine se joignent rapidement à lui pour envisager les possibilités d'action les plus efficaces pour chacun. La prochaine réunion est fixée au jeudi 10 février, 46, rue de Vaugirard, Paris 6°. En particulier, on y envisagera la préparation d'une semaine nationale contre la peine de mort aussitôt après les élections, clôturée par un gros meeting à la Mutualité. La campagne électorale va commencer. C'est le moment de harceler les candidats. Pas besoin de blabla, la question est simple : sont-ils pour l'abolition de la peine de mort ? Ils n'ont qu'à répondre par oui ou par non, ça ne prend pas

des lois de la vie. Condition indispensable pour la reproduction des générations futures.

Toute la question est de savoir de quelle manière seront réglés les échanges entre l'homme et la nature. Il doit y avoir une régulation, une loi-guide de la production qui comporte l'obligation de reproduire les lois naturelles de la vie. Marx a avancé dans le *Manifeste* des mesures : augmentation de la production ou nationalisation de la terre, dont nous savons aujourd'hui qu'elles sont néfastes, et du point de vue de l'écologie, et du point de vue des rapports sociaux. Néanmoins Marx n'a jamais écrit que l'on pouvait sans risque exterminer les baleines, arracher les haies pour pratiquer la monoculture à perte d'espace et construire des mégavilles. Si nous



avons tous lu Marx, qu'en avons-nous lu et pour quoi faire ? Il faut seulement savoir que certains textes s'y trouvent qui n'ont pas trouvé preneur jusqu'à ce jour, ni dans l'idéologie, ni dans la pratique des partis. Ne nous posons pas la question de savoir s'il faut une nouvelle fois exhiber Marx au nom de l'écologie ou au nom de la triste tradition politique marxiste. Marx est un écrivain comme un autre, ni plus, ni moins. Il a écrit ce que j'ai cité plus haut. Que pouvons-nous faire ?

Jean-Robert Rouger

beaucoup de temps, ils pourront aussitôt se remettre à promettre le rasage gratis pour demain matin. Faut pas se priver de poser des questions simples aux candidats électoraux. Y en a plein, des questions simples : l'abandon de la force de frappe, le droit à l'insoumission à l'armée, le refus de l'énergie nucléaire, la reconversion de l'industrie de l'armement, la non exploitation du tiers monde... Tout le reste, garantie de l'emploi, verdure, béton et pouvoir d'achat, c'est de la rigolade, du baratin, le persil dans les narines pour enjoliver la tête de veau à la vitrine du charcutier.

Isabelle

DE LA CIGÛE A L'OXYDE DE CARBONE



- « Allo ? BOL 63 29 ? Voilà, j'ai déjà pris trois cachets de somnifères et je n'arrive pas à dormir. Vous croyez que je peux encore en prendre un ? »

- Commencez par ouvrir la fenêtre de votre chambre, respirez un grand coup et buvez un bol de tilleul bien chaud... »

Eclat de rire à l'autre bout du fil. Sont pas très sérieux à Fernand-Widal, premier centre anti-poison de France, se dit l'insomniaque.

R IEN à faire, le tilleul n'a pas la cote dans le public. Le lait par contre a la réputation tenace de sauver d'un tas d'empoisonnements, ce qui est absolument faux. Toute une éducation du public reste à faire. Lui apprendre à vivre avec tous ces produits nouveaux qu'il fabrique, qu'il respire, qu'il avale.

Bien sûr, les poisons existent dans la nature et on peut mourir avec la belladonne ou de la cigüe. Toutes les plantes et tous les fruits vénéneux sont depuis longtemps connus et répertoriés. Il n'en est pas du tout de même avec les intoxications dues à l'industrialisation et à l'agriculture moderne. Sans aller jusqu'aux intoxications graves du genre Seveso l'été dernier, la question des « allergies », de plus en plus abondantes, est très préoccupante. Elle vient de faire l'objet d'un livre « Allergie et Ecologie », de P. Gervais, chez Masson.

Ce livre montre que l'écologie, en étudiant la structure et les fonctions de la nature, en démontant les interactions entre le sol, le climat et les activités humaines, apporte au médecin des renseignements très précieux, capables d'aider au diagnostic ou même d'entraîner une véritable action sociale de prévention. A part quelques pages plus particulièrement réservées aux médecins peut-être, ce petit livre de 140 pages apporte dans un langage très clair une vision de l'écologie que l'on ne retrouve pas dans les livres-bibles du genre « La Synthèse écologique », perdu que l'on y est dans les mille et un détails du dédale des écosystèmes.

« L'écologie rend sa noblesse scientifique à l'étude de phénomènes d'ensemble observés sur une large échelle.

Selon des traditions très antiques, elle place le soleil à l'origine de toute énergie dans la matière vivante comme le font les nombreux rites solaires (rite égyptien d'Akhénaton). Selon la tradition grecque, elle montre que la matière est organisée en un cosmos et non en un chaos ; que le temps est une dimension indispensable à la description du monde : c'est le *chronos*.

Selon une certaine optique médiévale, elle rejoint la notion d'une harmonie de la nature ; elle rend son intérêt à l'étude des « éléments » des alchimistes : la terre, l'eau, l'air, le feu.

Il n'est pas jusqu'aux travaux de Bachelard sur l'eau, la terre, l'air, le feu qui ne nous rappellent cette correspondance mystérieuse de notre environnement à une signification consciente, intime qui, toujours, a intrigué l'homme.

L'écologie nous expose la notion de *population*, c'est-à-dire la solidarité des hommes : nul n'est une île ; mais une autre caractéristique de l'écologie est la constatation d'interrelations multiples entre tous les êtres vivants qui rend sa valeur au mode vivant non humain, selon la tradition de Saint François d'Assise : c'est la notion de *communautés* des espèces vivantes.

L'écologie entraîne une remise en question de la civilisation quantitative ; elle nous impose, au-delà de la justice sociale, la nécessité du choix d'un mode de vie respectant le milieu qui permet notre survie.

Le professeur Gervais travaille dans le service d'allergologie et de toxicologie de l'hôpital Fernand-Widal à Paris.

Fernand-Widal, il y a une quinzaine d'années, c'était pour les suicidés de toutes sortes. On les amenait là vite fait bien fait. Ils repartaient guéris vers de nouvelles aventures tenus en laisse plus ou moins longtemps par le psycho de service.

Les suicides, oui, il y en a toujours beaucoup. Mais un fait nouveau et très grave a surgi : les suicides d'enfants de huit à douze ans. Ils avalent volontairement des médicaments qui traînent chez eux. Certains de ces enfants verront leurs parents leur porter chaque jour un cadeau - « à demain mon chéri, je suis garé en double file » - et d'autres quitteront l'hôpital à moto, derrière papa et maman. Tout ce qu'ils demandaient c'était du temps, de la sécurité, de l'amour. Pas de l'argent, pas du vent. La lune sans doute.

Tous les appels reçus à l'hôpital (deux tiers viennent de Paris, un tiers de province où il existe environ 17 centres spécialisés anti-poisons mais seuls Paris, Lyon et Marseille ont l'envergure suffisante) sont répertoriés chaque année puis mis sur l'ordinateur, qui peut ainsi dégager rapidement le profil de ces intoxications.

Trente mille appels reçus en moyenne chaque année à l'hôpital pour les intoxications volontaires et involontaires. Les causes ? Les médicaments d'abord, qui se taillent la part du lion avec 54 % des appels, suivis des produits ménagers, 36 %, industriels et agricoles. Les cosmétiques et les aliments ne représentent que 2 à 3 % des appels.

Le flacon de Mir rose transvasé dans une bouteille de vin rosé et mis par erreur au frigo, ça existe. Les granulés de mort aux rats dans le placard des conserves entre les macaronis et le sucre, les cachets du chien

sur la table, avec ceux de la mémé en mettant le couvert, ça existe aussi. A Fernand-Widal, c'est du quotidien.

On y étudie non seulement les intoxications aiguës ou chroniques mais aussi comme le professeur Gervais, les maladies professionnelles.

Pour le docteur R. à qui j'étais venue demander des explications sur les intoxications alimentaires (1), le gros problème est surtout la pollution atmosphérique.

A passer en voiture sous le tunnel de Saint-Cloud aux heures de pointe, régulièrement pendant vingt ans, on peut être sûr de son cancer au poumon. L'ennemi public n° 1, c'est le 3,4 benzopyrène de l'essence des voitures. Tout le reste, ozone, fréon, tabac, colorants, cosmétiques ne sont que des problèmes secondaires. Les campagnes de presse pour sensibiliser les gens ne font que détourner leur attention du seul vrai problème : la pollution par la voiture. Mais remettre en question la voiture actuelle, c'est autrement plus révolutionnaire qu'une campagne anti-tabac.

A Fernand-Widal, on continuera à soigner de plus en plus d'enfants victimes de crises d'asthme aiguës parfois dramatiques. On continuera à mesurer les courbes d'ascension d'intoxications en tous genres. On continuera à dire que les allergiques, les excémateux, les asthmatiques sont des *sentinelles* qu'il faut bien écouter. Si eux sont sensibles à un produit chimique nouveau, à une poussière de l'usine et réagissent rapidement, cela veut dire que tous les autres, qui ne toussent, ni crachent, ni se grattent, seront également atteints. Mais d'une façon plus insidieuse, plus sournoise mais irréversible, du genre maladies pulmonaires graves, fibroses ou cancers, qu'on ne décelera que trop tard.

Oui, on sait plein de choses à Fernand-Widal. On sait que soigner les hypersensibles comme des individus à part c'est « accepter délibérément le sacrifice de ces personnes qui ont en réalité, l'avantage biologique caché de réagir plus vite et plus fort aux substances nocives ».

Cela remet en cause la notion de coût apparent et immédiat de la pollution sur la santé générale et donne une autre dimension à la médecine sociale.

Des sirènes alarmistes, à Fernand-Widal ? Non, des gens informés et conscients.

Danielle

(1) Les moules, ce sera pour une autre fois. De toutes façons, on ne peut savoir si elles ont été polluées que si le consommateur s'en trouve incommodé. Alors mangez vos moules et téléphonez à Bol.63.29 si vous avez mal au ventre.

Théorie de la misère

« Qui suis-je ? », se demanda l'écologiste. Et il se mit à penser. « Il faut affirmer notre spécificité politique », dit l'un. « Essayons de définir l'écologie politique », proposa l'autre. « Parler d'écologie politique est un pléonasme », affirma un troisième. « Sans doute, mais nous devons nous situer par rapport aux forces politiques traditionnelles », reprit le premier.

Aristote l'avait prédit, l'écologiste est un animal politique, et depuis quelque temps il se regarde dans un miroir. L'agitation électorale l'oblige à préciser son image, à affirmer sa différence. L'écologie n'est ni à droite ni à gauche, pas non plus au milieu.

Il y a cinq ans, beaucoup d'écologistes étaient prime-sautiers, impertinents, modestes, passionnés, rigoureux, spontanés, courageux, et n'avaient pas peur de la diversité. Ils avaient horreur des leaders, des spécialistes et des experts, ils prétendaient acquérir eux-mêmes leurs propres connaissances et mettre leurs idées en pratique, ils ne se voulaient ni représentatifs, ni exemplaires, ils voulaient vivre, non survivre, ils voulaient sauver la Terre. L'amitié, la douceur, le savoir conquis ensemble, la simplicité, tous ces bonheurs n'étaient pas rares dans nos cercles. D'où vient-il, qu'étant plus forts, plus nombreux, nous nous sentons moins bien aujourd'hui ?



Les écologistes ont des journaux, ils publient des livres, ils savent des tas de choses ils mènent des actions d'envergure, ils sont pour l'instant portés par un important courant de sympathie et de confiance. Mais quelles batailles voulons-nous gagner ? Qui sait où mène l'écologie, où vont les écologistes ?

Au départ, cohabitaient dans notre association, voire dans l'idéologie et la façon de vivre de chaque Ami de la Terre, plusieurs versions de l'écologie. Au moins quatre :

Différente. Elle est par essence politique, donc apolitique dans le système actuel. Elle se veut unitaire donc complexe et diversifiée. Et ce ne sont pas là des paradoxes. Reste à l'exprimer clairement et c'est là sans doute la tâche la plus difficile.

Les débats ont déjà commencé dans les colonnes de ce journal et au sein même des groupes militants. Ainsi la semaine dernière dans le désormais célèbre 117, avenue de Choisy, Paris 13^e, une discussion sur ces sujets a couronné la création d'un nouveau groupe Amis de la Terre de Paris. Les militants parisiens de cette association ont en effet différencié l'agence de services Amis de la Terre, qui

- un désir de nature (de l'air, des plantes, des animaux, des vélos, pas d'autos, la campagne, du bio, etc.)

- une théorie de la catastrophe (a. « la vie sur la Terre aujourd'hui globalement menacée » ; b. « nous avons trente ans pour sauver la vie sur la Terre... »)

- une théorie de la survie (« ce n'est pas la vie, mais la diversité, les conditions de l'évolution de la vie qui sont menacées, sinon la vie de l'espèce humaine, en tout cas une grande partie de la biosphère, c'est-à-dire tout ce qui fait, à notre avis, que la vie vaut d'être vécue » = « la vie menacée de survie »)

- une théorie de l'écologie (« la science la plus avancée de notre époque ») tendant à se penser comme théorie de la transformation du monde.

Entre ces quatre versions, il ne venait à personne l'idée de sélectionner, elles étaient la vie même, le terrain et la pratique de notre mouvement. Désir de nature, théorie de la catastrophe ou de la survie, refus de la catastrophe ou de la survie, et théorie de l'écologie - théorie de la transformation du monde - ces « principes » indifférenciés de notre mouvement constituaient d'emblée l'écologie comme autre chose qu'une science moderne, dynamique et de diversion, et notre action d'écologistes comme autre chose qu'un aimable délasserment culturel, ou une série de luttes sectorielles, intégrables à la routine économique-politique.

Il y a un moment où nous avons oublié ces principes, nous sommes sortis de notre problématique avant de l'avoir éclaircie. D'une certaine façon en témoigne une définition des Amis de la Terre où l'on lit notamment : « Leur action est inséparable d'une lutte pour l'autogestion à tous les niveaux de la vie ».

Cette sympathique définition est une des premières manifestations de la tendance à ce qu'on allait bientôt appeler l'écologie politique. De la préservation de l'écosphère à la lutte pour l'autogestion à tous les niveaux de la vie, il y a

poursuivra son travail (publication de dossiers, contacts avec les autres groupes, relations internationales, etc.) et le nouveau groupe Amis de la Terre de Paris, qui s'occupera enfin de sa propre ville comme tout autre groupe local, et vivra en bon écologiste dans son propre biotope.

Un texte de propositions d'orientations, rédigé par François Donzel et d'autres « penseurs », a été présent à cette réunion. Nous avons pensé qu'il pouvait intéresser à plus d'un titre les lecteurs de la G.O.

D.S.

une digression hors du domaine écologique : quelles données, quels acquis « écologiques » permettent de décréter l'action écologique inséparable d'une lutte pour l'autogestion à tous les niveaux de la vie ? Aucun ! L'autogestion, ici, est évidemment pur volontarisme, pièce rapportée d'une idéologie hors-écologique dans la problématique des Amis de la Terre. Il s'agissait d'une sorte de justification de l'écologie par rapport au conformisme politique et également, d'une volonté délibérée de certains Amis de la Terre qui se trouvent être, par ailleurs, des « militants autogestionnaires ». Toute la démarche dite d'écologie politique, telle qu'elle a été pratiquée, relève d'un amalgame mal réfléchi entre deux problématiques dont on fit comme si elles ne pouvaient aller l'une sans l'autre. La tendance des trois dernières années a été de mener des luttes sectorielles tous azimuts (anti-pollution, anti-nucléaire, anti-Concorde) et les unifier par un style et un discours politiques assez fluctuants, mais labelisés écologiques puisque c'étaient des écologistes qui menaient l'action.

Aujourd'hui, l'écologie politique nous apparaît être une façon de ne faire vraiment ni de l'écologie, ni de la politique, une sorte d'irréalité. Nous vous proposons de revenir à la problématique écologique, nous proposons aux écologistes de récupérer l'écologie. Au bout de cinq ans d'existence, où en sommes-nous ? Le désir de nature, toujours vivace, toujours suspect en France, n'a fait de notre part l'objet d'aucune investigation ni pratique dignes d'être soulignées. La question de la théorie écologique de la transformation du monde reste au niveau, soit de la pure hypothèse de travail, soit du syncrétisme idéologique. En revanche la théorie de la catastrophe a non seulement résisté aux sarcasmes, mais a été largement étayée à peu près sur tout l'horizon scientifique, et ses illustrations, un peu partout sur la planète, sont de plus en plus démonstratives et difficiles à imputer à l'accidentel.

Récupérer l'écologie, c'est d'abord redéfinir l'importance de l'écologie. Pour nous, la période dans laquelle nous vivons n'a pas d'autre cohérence que celle que lui donne l'écologie, et cette cohérence est la suivante : « la vie, à tout le moins les possibilités d'évolution de la vie (ce n'est pas forcément moins) sont aujourd'hui globalement menacées ».

Pour nous, le point de vue écologique est le seul point de vue réellement unitaire de cette époque. Unitaire, pas totalitaire. L'avenir - ou si l'on préfère, le progrès, la révolution - ne peut désormais être autre chose que l'ensemble des actions visant - dans un délai imposé et relativement précis - à modifier les rapports des êtres humains entre eux, et avec leur milieu de façon que ces rapports ne constituent plus une menace pour la vie ou les possibilités d'évolution de la vie. L'ensemble de ces actions ne peut se réduire à des modifications d'ordre économique-politique, ni être livré à la pure fantaisie. Pour nous, l'ensemble de ces actions s'appelle l'écologie, qui se développe comme théorie - de la catastrophe (ou de la survie) et de la transformation du monde - et comme pratique commune de l'humanité.

Les écologistes ne peuvent pas ignorer que l'ensemble des rapports communs des êtres humains entre eux et avec leur milieu - c'est-à-dire les conditions de la catastrophe ou de la survie - est tout entier défini aujourd'hui par ce qu'on appelle l'économie et la politique. Par conséquent, les écologistes ne peuvent plus se dispenser d'entreprendre l'étude systématique de l'économie et de la politique.

La critique écologique de l'économie et de la politique, mais aussi l'élaboration et la mise à l'épreuve de la théorie écologique de la transformation du monde, deviennent évidemment une priorité pour les Amis de la Terre. Concrètement, les Amis de la Terre Paris appellent et donnent les moyens aux nombreux scientifiques et intellectuels qui se réfèrent à l'écologie, de réorienter leurs activités selon cet axe, dans les plus brefs délais, et selon les méthodes de travail écologiques, notamment l'ouverture aux non spécialistes.

Nous pensons qu'il est souhaitable d'agir avant 10 ou 15 ans si nous voulons influencer sur le cours des choses, pour éviter la catastrophe ou la survie. Nous nous proposons naturellement de penser notre action et notre développement à l'intérieur de ce délai, et de nous donner les moyens nécessaires. Il est évident que les groupes écologiques, tels qu'ils existent actuellement, « ne sont pas à la dimension ».

Etre à la dimension signifie notamment que les écologistes, qui partent du point de vue le plus unitaire qui soit (« la vie est globalement menacée sur la planète ») et qui ont un délai, soient enfin capables de présenter un programme écologique, susceptible de faire l'unité de toutes celles et de tous ceux, individus, groupes, mouvements, partis, qui luttent actuellement seulement sur le plan économique et politique contre l'ordre économique et politique, conditions de la catastrophe ou de la survie.

Ceux qui croient à l'écologie sont d'une certaine façon des a-politiques : ils pensent que l'écologie doit occuper toute la place de l'économie et de la politique. Ils n'en sont pas pour autant aveugles devant les réalités économiques et politiques. Nous n'ignorons pas la lutte des classes, ni même que celle-ci traverse les mouvements écologiques. Nous serions inconséquents si nous ne faisons pas la différence entre forces économiques et politiques au pouvoir, responsables de la crise écologique, et celles qui luttent contre ce pouvoir. Le programme écologique unitaire ne peut être qu'un programme de transition, qui tienne compte des réalités économiques et politiques. Nous pensons qu'il est très urgent de développer, notamment, le « projet Alter », qui apporte des solutions écologiques adaptées aux contradictions économiques et politiques immédiates, et qui peut, de surcroît, fournir une base matérielle aux autogestionnaires de ce pays. Comme vous le voyez, la liquidation de l'« écologie politique » n'est pas l'ignorance des réalités politiques, c'est au contraire la ligne de démarcation pour d'éventuelles alliances, sur des bases précises, avec des forces « politiques » - et parfois « non-politiques » - qui luttent réellement contre le pouvoir en place. C'est aussi la garantie que notre mouvement aura un contour et qu'il ne suffira plus de se parer de références politiques pour camoufler le poujadisme vert ou l'impuissance de certains groupes prétendument écologistes.



Nous nous proposons donc une méthode, des directions, et des délais de travail. C'est le maximum que quelques-uns puissent faire : à tous de voir si la méthode et les délais conviennent, à tous de corriger, d'enrichir, et de se mettre en mouvement, pour déterminer le programme des Amis de la Terre de Paris, le mettre en pratique.

Notre participation aux élections, à Paris-Ecologie, doit être envisagée sur cette base. Il est évident qu'elle n'est pas « la » ligne de mire de notre association, et que, pourtant, elle peut être, pour les écologistes, non seulement l'établissement d'un rapport de forces honorable avec les politiques anti-écologiques, d'un succès pour certaines de nos revendications, mais surtout l'apparition à Paris d'un mouvement Amis de la Terre populaire et efficace. Encore une fois, à vous de choisir.

Trouille verte pour les downs

LES élections approchent et le « vent vert » fait tourner les têtes de la classe politique. Ces messieurs frissonnent : les voix des verts vont-elles leur manquer à l'heure délicate de monter sur le podium. Ce serait trop affreux ! En attendant les réjouissances, je vis des moments passionnants en lisant la presse ou en regardant les murs.

A Paris, la face bestiale de Big Brother Chirac, toutes canines dehors, fait la nique au zombie d'Ornano. Ces deux grands ministres qui défigurent Paris depuis vingt ans, qui « adaptent Paris à la voiture » qui mettent le citoyen en boîte, conditionnent le produit et le livrent emballé-pesé à l'exploitation patronale, ces deux grands destructeurs de l'homme et de la nature dévalisent les droguistes pour rafler tous les pots de peinture verte. Parisiens, Parisiennes, avant de voter pour ces gens-là, promenez-vous dans votre ville, baignez-vous dans votre fleuve, buvez votre eau, respirez le bon air, et dites-vous que si Paris n'est pas encore Tokyo, ce n'est vraiment pas la faute du RPR ou des RI. Ils ont tout fait pour cela et n'y sont pas tout à fait arrivés.

Mais à gauche, je veux dire à gauche de la droite, le spectacle est tout aussi gai. Cette semaine « Le Nouvel Obs », et « Politique Hebdo » lancent l'opération « récupérons les verts ». Les écologistes sont de braves gens, certes, mais un peu tendres, un peu neufs, politiquement parlant. Ils risqueraient de ne pas bien discerner leur droite de leur gauche à l'heure du désistement. Alors nos bons journaux s'alarment : eh, les gars, attention, faites votre propagande passiste, d'accord, c'est votre droit, mais au second tour, ne déconnez pas, désistez-vous pour la gauche. Au « Nouvel Obs », cette inquiétude prend des allures pathétiques, on y parle « d'hostilité déplaisante » des verts à l'encontre des « professionnels de la politique ». « L'Obs », qui est, ne l'oublions jamais, le journal de la bureaucratie socialiste, a fait effectuer un sondage Sofres. Il nous a mis en fiches. Déjà ! Simple avertissement. Sondé, répertorié, classé, l'écologiste, apprend-on avec intérêt, est plein de « docilité pour ses dirigeants » et comme ceux-ci se méfient du jeu politique, les moutons dociles vont se maintenir au second tour et faire passer la droite.

Et l'injure finale nous tombe sur le râble : nous sommes « apolitiques » sans le savoir. Mon Dieu, ce péché nous sera-t-il pardonné par les flics-sondeurs-enquêteurs de la gauche, en 78 ?

Ecoutez les mecs, transigeons : vous me léchez les pieds, en récurant bien les ongles et je me désiste pour vous. D'accord ? Mais je vous avertis : ce ne sera pas du gâteau : je me lave rarement. Enfin, faut y mettre le prix, quand on veut le pouvoir. Car tout est là, n'est-ce pas ! Le pouvoir ! Cet appel irrésistible de la tripe, ce grand chambardement des ovaires. Vous en rêvez, de ce pouvoir qui risquerait de vous échapper à deux millimètres du mât de cocagne, vous en faites des cauchemars de ces voix « vertes ». Mais quand comprendrez-vous donc que l'écologie est la négation même de la notion de pouvoir ? Que l'écologiste conscient a fait taire une fois pour toutes son cerveau reptilien pour essayer sérieusement de sauver la biosphère. Comment voulez-vous intéresser à vos minables problèmes de pouvoir politicien, des femmes, des enfants et des hommes qui raisonnent en termes d'espèce, de biocénose et de synergie ? Mais savez-vous seulement ce que ces mots signifient ? L'écologie est d'abord une science, là où la politique, votre politique, est une perversion de l'esprit humain. Comment pourrions-nous parler un langage commun alors que vous vous contrefoutez de tout ce qui n'est pas l'accession aux postes de direction ? Ne le niez pas : quand vous parlez des « dirigeants » de l'écologie, vous trahissez votre incompréhension totale du phénomène. Personne, ni Brice Lalonde ni René Dumont, n'a de directives à donner, car ils ne sont mandatés par personne, ils ne représentent personne. Ils jouent simplement un rôle technique dans le secteur « vulgarisation » des problèmes écologiques.

Transposée à la vie quotidienne de l'espèce humaine, la science écologique devient un « mouvement ». Elle ne peut évidemment pas ignorer les rapports sociaux, elle qui se préoccupe des rapports humains. Cette démarche lui permet aisément de mettre dans la même poubelle la gauche et la droite. Exploité, la nature le sera tout autant par la gauche. Exploités, les hommes le sont également par les régimes qui se disent de gauche. Et notre expérience de la gauche française, les Henu, Mauroy, Rocard, Juquin ou Mitterrand, est significative. La gauche, c'est lumineux, ne fera que gérer la misère capitaliste, poursuivra le pillage du tiers-monde, s'inscrira naturellement dans la logique technicienne à l'occidentale. Car jamais la gauche n'a dit clairement que cette « croissance » qu'elle revendique était truquée, que le niveau de « vie » qu'elle prétend maintenir chez nous était fonction du niveau de

HUIT CONTAMINÉS A LA HAGUE

Huit personnes ont été contaminées le 4 février par la radioactivité à l'usine de retraitement nucléaire de La Hague. Elles travaillaient dans le dangereux atelier moyenne activité plutonium, et ont respiré de l'oxyde de plutonium. « Incident sans gravité », affirme le directeur du centre, M. Delange. « Ces huit personnes (dont plusieurs contrôleurs), ont été évacuées. Pendant 48 heures, elles ont été soumises à leur domicile à un examen médical et à des analyses dont les résultats devaient être connus mardi ».

La CFDT est moins rassurante. Il est « impossible techniquement de détecter à temps une fuite de plutonium, ce qui rend ce type d'accident particulièrement grave ». « L'évaluation médicale de la gravité de l'accident est très difficile, de même que l'évaluation de ses conséquences sur la santé ». Selon l'officielle « Revue générale nucléaire » (mai-juin 76), en cas d'inhalation d'oxyde de plutonium « la seule thérapeutique praticable est le lavage pulmonaire ». Les « particules moyennes ont tendances non seulement à pénétrer dans les tissus profonds mais encore à s'y déposer ».

Les travailleurs de La Hague, rappelons-le, ont fait grève pendant trois mois, de septembre à décembre 76 contre les mauvaises conditions de sécurité et la privatisation du CEA. En 1975, il y a eu 572 accidents de contamination au centre. L'incident du 4 février ne dépasse pas en gravité de nombreux autres qui arrivent plusieurs fois par an, souligne la CFDT.

mort dans le reste du monde (exportations d'armes, de nucléaire). Vue du Bengale, du Pakistan ou de l'Afrique, la gauche française est d'extrême-droite.

Mais dites-moi, nous nous éloignons des « municipales » ! La politique s'arrête au boulevard périphérique. Ben voyons ! Alors répétez tous après moi : à bas le travail, vive la création, à bas la consommation, vive la jouissance, dissolvons l'Etat ! Un peu partout dans le monde, les gens en ont marre de faire des révolutions pour vous, bourgeois, pour vous, possédants, pour vous, dominants, pour vous technocrates, pour vous, hommes de gauche ! S'ils sont « apolitiques », c'est parce que le spectacle de votre politique ne les amuse plus. Ne vous esquintez plus à leur promettre la lune. Ils savent bien que ce n'est qu'un tas de cailloux.

Bakounine écrivait il y a cent ans : « on a développé au sein de l'Internationale, plus d'idées qu'il n'en faudrait pour sauver le monde, si les idées seules pouvaient le sauver, et je défie qui que ce soit d'en inventer une nouvelle. Le temps n'est plus aux idées, il est aux faits et aux actes ».

Le premier acte, c'est de ne pas aller voter pour vous.

Le premier fait, c'est que la politique va vous échapper à jamais, zozos ! Espérons que vous n'aurez pas eu le temps de tout détruire derrière vous.

Arthur

Partout dans le monde, l'armée sert, violemment, à soutenir contre le peuple des régimes politiques au service du grand capital international. Et la France, imperturbable, belle, cultivée, riche, paisible, secouée de ses seules crises électorales, continue de fabriquer et de vendre des armes dans le respect général et l'indifférence de ses habitants...

EGYPTE: TRISTES PERSPECTIVES

Deux copains travaillant à l'imprimerie de « La Gueule Ouverte » nous ont proposé ce texte sur les récents événements égyptiens.

LES manifestations de ces derniers jours soulignent la fin de l'image « démocratique » du régime de Sadat, image si chère à la presse occidentale.

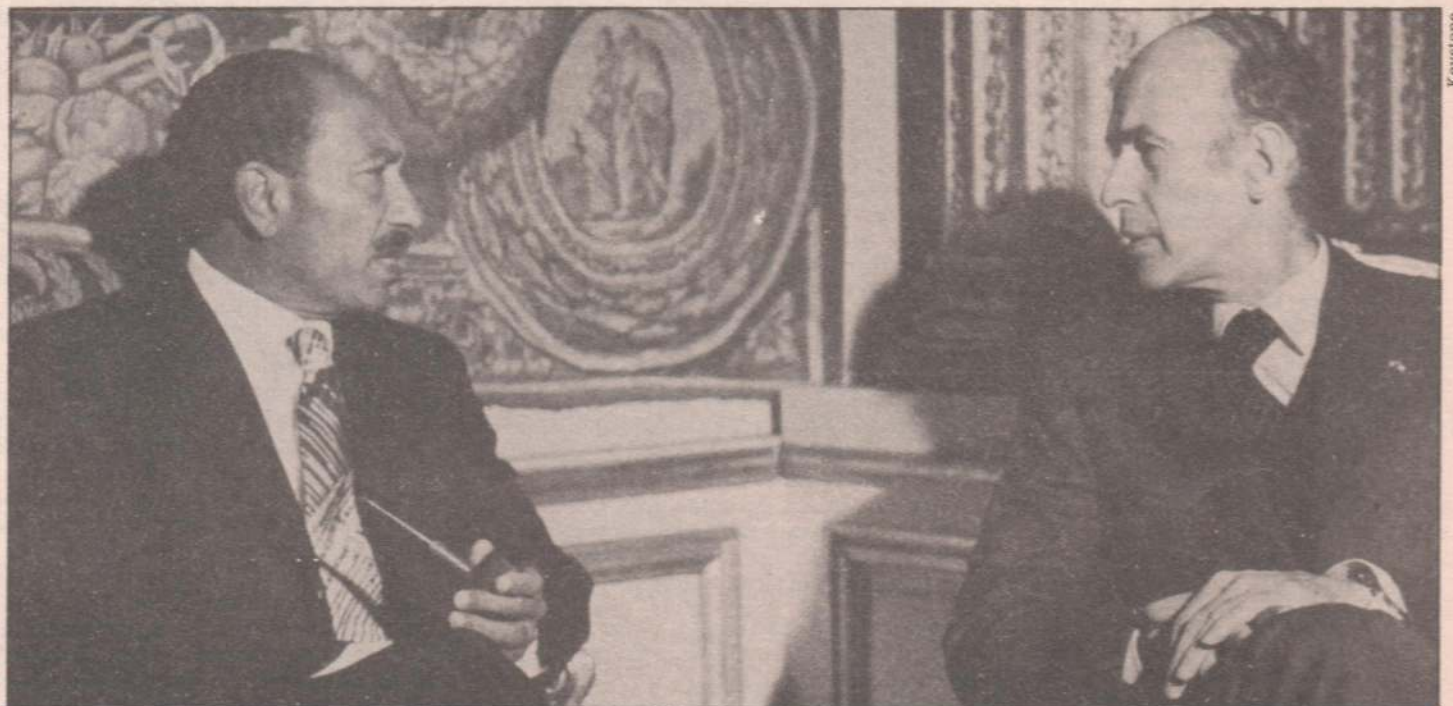
Une toute bête décision de hausse des prix a pratiquement provoqué une insurrection générale. D'Alexandrie à Assouan, les manifestations se multiplient. Au Caire, ce sont des incendies, la destruction d'hôtels et divers lieux publics. Partout la violence s'accroît et le gouvernement fait appel à la force armée pour la première fois depuis 1952. L'armée retrouve ainsi sa fonction fondamentale d'instrument de répression contre le peuple aux mains nues.

Le résultat est connu : 79 morts et plus de 600 blessés selon la version officielle du gouvernement. Couvre-feu de 15 heures jusqu'à 5 heures du matin, plus sévère que pendant la guerre avec Israël : bien sûr, l'ennemi intérieur est beaucoup plus dangereux que celui qui vient de l'extérieur !

Le gouvernement dénonce les « éléments communistes » ainsi que les « pro-nasséristes » comme instigateurs de cette agitation. Mais en même temps, il annule sa décision de hausse des prix et en déclare responsable la seule **commission d'étude du redressement économique**.

Les informations en provenance du Caire font état d'un flot d'arrestations touchant les secteurs de gauche. D'autres informations indiquent qu'en deux endroits (Alexandrie et Bab El Shairiah, faubourg du Caire) le peuple a envahi les commissariats de police, s'appropriant des armes et affrontant les forces armées. Résultat à Bab El Shairiah : deux morts pour la police et treize chez les manifestants.

C'est l'échec de la politique de Sadat, tramée avec beaucoup de difficultés depuis 1971 et tellement appréciée de la presse occidentale qui la présentait avec constance comme une politique « réaliste, raisonnable et démocratique ». En fait, la réalité, elle est tout à fait anti-démocratique. On voit poindre le bourreau.



Giscard-Sadat : les exploités se serrent les coudes.

Pour comprendre la politique égyptienne depuis l'arrivée au pouvoir de Sadat en 1970, il faut remonter au régime nassérien.

Nasser avait divisé la classe ouvrière...

Pendant cette période, malgré l'image partout répandue, les affaires de la bourgeoisie ne cessent de se développer sous le régime dit « socialiste » de Nasser. En fait, le secteur dit privé (non nationalisé) contrôle en 1966-1967 l'industrie textile, 23,6 % de la production alimentaire, 13,4 % de l'industrie chimique, 24 % de l'industrie mécanique et 86 % de l'industrie du bois et des meubles. Il utilise 33 % de la main d'œuvre industrielle. Cette même année, le taux de profit de ce secteur est estimé à 20,6 % pour les produits alimentaires, 24,4 % pour le textile et les cuirs et 10,5 % pour l'industrie du meuble. Ces extraordinaires taux de profit découlent des salaires incroyablement bas payés aux ouvriers du secteur privé : la moyenne en est de 44,16 à 21 livres annuelles, c'est-à-dire 1,3 à 3,6 livres par mois (la livre égyptienne vaut 13 francs) ! Incroyable vu d'ici, et pourtant cette réelle situation peut s'expliquer par le fait qu'une grande partie de la main d'œuvre est constituée d'ouvriers très jeunes, travaillant comme apprentis et

ne recevant pour tout salaire que leurs deux repas quotidiens.

Par ailleurs, dans le secteur nationalisé, les salaires varient entre le minimum légal de 9 livres et le maximum de 25 livres mensuelles. A cela venaient s'ajouter un certain nombre d'avantages tels que primes, salaires extraordinaires, etc.

Le résultat de cette politique des salaires est facile à imaginer. Un rythme d'accroissement dans le secteur privé plusieurs fois supérieur à celui du secteur nationalisé. A partir de ces données, on peut affirmer qu'une des caractéristiques du régime nassérien était l'alliance avec une grande partie de la classe ouvrière urbaine employée dans le secteur nationalisé. Autre alliance caractéristique du régime : avec la petite bourgeoisie, attirée par une politique de création d'emplois non productifs. Conséquence : l'accroissement démesuré de l'appareil d'Etat.

Cette division de la classe ouvrière entre le secteur privé et l'industrie nationalisée, ainsi que la politique d'alliance avec la petite bourgeoisie sont des facteurs qui ont rendu difficile la possibilité de développement d'un mouvement ouvrier en Egypte. D'autre part, la domination idéologique du régime nassérien et le rôle joué par celui-ci dans la guerre contre Israël,

constituent des facteurs expliquant l'absence totale d'un mouvement politique jusqu'à la défaite de 1967.

Cette défaite (guerre des Six Jours) marque l'alourdissement du poids dans le pouvoir de la bourgeoisie privée qui se développe rapidement. La politique de crédits de la banque industrielle est significative à cet égard : en 1966, 82 % du crédit avait été accordé au secteur public, pour 12,9 % au secteur privé et 4,71 % au secteur coopératif. En 1969-70 le rapport était inversé : 27,8 % au secteur public, **71,2 % au secteur privé** et 1 % au secteur coopératif ! Il convient également de savoir que dans le même temps, le volume du crédit avait pratiquement doublé. Dans le secteur commercial, la bourgeoisie se développait aussi.

...Sadat en profite pour asseoir le capital

Cette bourgeoisie d'affaires trouve l'occasion d'éliminer la bourgeoisie d'Etat avec la mort de Nasser. Elimination qui coïncide avec le prétendu « coup d'Etat » de Sadat du 15 mai 1970, mise en marche d'une politique en accord avec les intérêts de la bourgeoisie privée.

C'est à la lumière de la nature de la classe la soutenant qu'il faut examiner la politique de Sadat depuis cette date.



L'axe fondamental de cette politique, c'est la collusion de la bourgeoisie au pouvoir avec le capitalisme international, principalement américain. L'illusion d'un développement du genre « miracle brésilien » est le rêve de Sadat. Il s'agit alors de désorganiser de fond en comble la société égyptienne pour la restructurer en dépendance du capitalisme international. Nécessité pour cela de créer les conditions préalables favorisant l'entrée massive du capital étranger. Nécessaire aussi, la subordination de l'Etat au capital privé : le rôle de l'Etat se borne désormais à des actions visant le maximum de profit en faveur du capital privé.

Dans cet état de fait, les relations avec l'URSS deviennent superflues : les prêts soviétiques sont compétitifs avec le capital privé.

Nécessaire encore, la paix avec Israël : il faut orienter les investissements d'Etat vers des projets permettant la plus grande absorption possible de capitaux étrangers.

Cette politique donne des résultats plus que médiocres : les capitaux étrangers n'affluent pas avec l'intensité désirée à l'exception de quelques capitaux arabes, motivés plus par des raisons politiques que par un intérêt économique.

Dans sa course contre le temps, Sadat se trouve coincé : d'un côté, les dettes énormes contractées avec l'URSS, de l'autre, l'instabilité de plus en plus évidente du régime.

Sur le plan social, la dynamique est à double sens : d'un côté, concentration du capital, de l'autre, baisse réelle des salaires. Il faut une baisse extraordinaire du pouvoir d'achat pour équilibrer un budget qui doit payer ses dettes, intéresser aux bénéfices le capital étranger et laisser un profit, aussi minime soit-il, au capital local... Conséquence directe : concentration de richesses aux mains d'un petit nombre, et appauvrissement brutal de la masse du peuple.

Journée noire et conscience rose

Curieuse journée, vendredi dernier. Journée noire. Journée déconcertante, dérangeante, effrayante. Pas fière de moi, une fois de plus. Me sens dame d'œuvre avec bonne conscience au rabais. Vous me connaissez, je ne vais pas garder ça pour moi, faut que je vous explique.

Quatorze heures quinze, j'arrive en retard à la convocation pour treize heures trente de la conférence de presse anti-Outspan. Un noir, Drake Koka, est en train de parler, en anglais, du Mouvement de la Conscience Noire. Il nous prend à partie : vous avez pitié de la situation des noirs en Afrique du Sud, vous nous demandez ce que vous pouvez faire pour nous ? Ça c'est votre problème. Moi ce que j'ai à vous dire, c'est que les jeunes militants noirs qui se révoltent se réclament de la déclaration française des droits de l'homme, de la révolution française, et pourtant, pendant ce temps, les armes qui les tuent et qui tentent de briser leur juste révolte sont des armes françaises. Et vous le savez. Courtoisement, il dit ça, monsieur Koka. Je sors, pas à l'aise.

Cinq heures, je rencontre des insoumis américains, revenus de Toronto où un congrès les réunissait, qui me confirment leur impression déjà exprimée avant ce voyage : malgré les discours de Carter, l'Amérique reste une nation militarisée à outrance, prête à investir là où l'anticommunisme aura besoin de se manifester avec violence : en Afrique, par exemple.

Vingt heures, je vais à la Mutu, sans savoir ce qui s'y passe, simplement parce que mes petits copains du ballet Lemba (oui, je m'agite le popotin tous

les lundis soirs avec eux au son du tam-tam : la danse africaine ma chère, c'est extra pour une mémé d'allure encore jeune, bien meilleur pour la musculature que les claquettes et tellement plus « in » que le yoga !) y dansent pour animer un meeting. Le meeting, je l'apprends vite, est organisé par les travailleurs communistes africains en France. On y parlera de la Rhodésie et de la récente interdiction de l'OCECA par Poniowski. Je signe une pétition et j'écoute. Ça fait mal, ça fait peur. Et ça fait honte d'être si peu au courant, si peu concerné. On avait 20 ans quand on défilait pour le Viet Nam. Personne n'a donc 20 ans, aujourd'hui, pour nous secouer ?

La campagne anti-Outspan, vous connaissiez déjà, moi aussi...

Les massacres, l'injustice, la souffrance du peuple noir, les révoltes, on a entendu causer, on a vibré, on a versé sa larme. Et puis ? Le Zimbabwe, vous connaissiez ce nom de la Rhodésie vous ? Et la Zipa ? Et le Zanu ? Moi, je l'avoue non. Et ça m'emmerde. J'ai envie de savoir, de comprendre bien bien. Qui veut m'aider, efficacement, à réaliser un gros dossier sur l'Afrique du Sud pour « La Gueule Ouverte » ? Y a pas que la défense du marché Saint Germain, dans la vie...

En Afrique, les plus élémentaires libertés sont bafouées, la dignité humaine est piétinée, des enfants sont emprisonnés, massacrés, des hommes et des femmes torturés chaque jour et nous nous passionnons, à longueur de colonnes pour savoir si Paris-Ecologie gagnera 1 ou 5 % aux municipales ? Passez-moi la cuvette, vite, je sens que ça remonte.

Isabelle Cabut

« Apartheid non », mensuel d'information sur l'Afrique Australe, 46, rue de Vaugirard, 75006 Paris - CCP : COCIAA, 18 142 71 P, Paris 206. « Révolution Afrique », journal des travailleurs communistes africains en France, BP 319 75525, Paris Cedex 11.

Pour atténuer ces résultats désastreux, la bourgeoisie utilise un mécanisme de mouvement inflationniste sans précédent dans l'histoire de l'Egypte. La crise devient inévitable, l'appui populaire réclamé idéologiquement par le régime de Sadat en s'appuyant sur les critiques faites au régime finalement anti-démocratique de Nasser, la prétention à résoudre le problème israélo-arabe, tout cela est en contradiction flagrante avec la nécessité économique d'intensifier l'exploitation des masses.

Paix avec Israël, cela n'a pas la même signification pour la bourgeoisie et pour le peuple. Pour ce dernier, c'est surtout la fin des sacrifices supportés depuis 25 ans, tandis que pour la bourgeoisie, c'est le signal de l'intensification de l'exploitation.

Sadat comptait sur l'appui des Etats-Unis et des pays arabes pour faire face à cette situation. Ceux-ci n'ont pas rempli leur mission. Pas d'illusion à se faire : les capitaux, qu'ils soient arabes ou américains, cherchent avant tout le profit maximum. Or les conditions consenties par l'Egypte ne sont pas les plus avantageuses. Il faut donc de nouveau tailler et corvèer sur le dos du peuple. Les conditions exigées par le Fonds monétaire international sont logiques au point de vue du capital. Elles se sont traduites par cette dernière hausse, inacceptable, refusée par le peuple égyptien, qui a montré sa détermination dans les manifestations de ces dernières semaines. En Egypte comme ailleurs, la contradiction qui anime la société est claire : c'est celle qu'il y a entre exploités et exploités.

ET maintenant, quelles sont les alternatives, pour Sadat ? Les pays arabes, prêts à faire tout ce qui est possible pour éviter la « révolution » en Egypte, vont augmenter leur aide, comme le déclare avec empressement le roi Khaled d'Arabie Saoudite. Solution précaire et éphémère.

Si la situation devient encore plus délicate, Sadat peut recourir à une solution « à la grecque », suivant l'exemple fameux des colonels il y a quelques années. Dans ce cas, c'est reparti pour le conflit israélo-arabe ! Et le résultat sera peu différent du précédent grec. En ce cas, Sadat sautera.

Sadat ou pas Sadat, il n'y a qu'une solution, pour la bourgeoisie égyptienne (Sadat, en fin de compte, ne lui est nécessaire que tant qu'elle le sert) : **Cette solution, elle est aux mains de l'armée.** On entre inévitablement dans une période où la répression en Egypte sera la ligne de force de la domination bourgeoise, qui se rapprochera ainsi de pays voisins peu recommandables comme l'Iran. Ce n'est pas un hasard si les pays dits du « tiers monde » sont gouvernés par des régimes « anti-démocratiques ».

C'est le moins qu'on puisse dire !

Hofiro Nacame

(traduction G. Dentin et I. Cabut)

ALSACE : le site nucléaire de Gerstheim occupé

Mardi 25 janvier, dans la matinée, le téléphone retentit dans de nombreux foyers d'Alsace. Toujours la même phrase : « Les paysans de Gerstheim viennent d'occuper le terrain : arrive dès que tu peux ! » On raccroche et chacun prévient à son tour une dizaine d'autres personnes. La nouvelle circule comme une traînée de poudre. A Gerstheim, petit village alsacien, situé à une quinzaine de kilomètres de Strasbourg, la population, composée en grande partie de paysans, est avertie par tract : « Vous êtes au courant qu'une centrale nucléaire doit se construire sur le site des deux communes Erstein et Gerstheim... La majorité de la population de Gerstheim est contre l'implantation d'une telle centrale... La délégation (qui est sur le terrain) a besoin de votre appui. Rendez-vous immédiatement sur le terrain ».

La détermination de la population est grande. En témoigne le nombre de personnes qui affluent sur le terrain. Si l'on parle tout de suite d'occuper les lieux, c'est au plus grand nombre de décider. Une assemblée générale est convoquée pour mercredi. Ce jour-là, à 13 h, la cabane des pêcheurs (eux aussi sont de la partie) peut à peine contenir la centaine de personnes venues participer à l'AG. Plus d'une dizaine de villages sont représentés. L'occupation est décidée sans la moindre hésitation.

En novembre 74 (en pleine occupation du terrain de Marckolsheim), était publié le « document d'Ornano ». Celui-ci prévoyait l'implantation d'une seconde centrale nucléaire (après Fessenheim) dans la plaine du Rhin. Quatre sites étaient proposés : Lauterbourg, Sundhouse, Marckolsheim et Gerstheim. Immédiatement, des protestations s'élevèrent contre ces projets. A Mothern (près de Lauterbourg), la réaction a été la plus dure. Mais à Gerstheim comme à Sundhouse, les conseils municipaux prirent immédiatement position contre l'implantation d'une centrale sur leur territoire.

Depuis cette époque, plus rien ne filtre du côté d'EDF. Par contre du côté des associations antinucléaires, c'est une véritable course contre la montre. Il faut tenter le tout pour le tout pour arrêter Fessenheim, mais aussi multiplier les contacts, les réunions d'information pour empêcher l'implantation d'une autre centrale. Ce travail est long, harassant, pas toujours spectaculaire.

Trois événements marquent cette période : le 14 septembre 75 (en pleine occupation du terrain de Wyhl en RFA), dix huit délégués des conseils municipaux et de groupements locaux de Lauterbourg, Gerstheim, Sundhouse et Marckolsheim s'engagent solennellement (en prêtant serment), à « apporter toute aide morale, financière, maté-



rielle et humaine à la lutte de celle des localités qui sera finalement retenues pour la construction d'une centrale » (« Politique Hebdo », 25-9-75).

Le 11 avril 76, des habitants de la région de Fessenheim créent la Fédération antinucléaire des environs de Fessenheim (la FANEF). Son cheval de bataille : la publication du plan Orsec Radiation et la mise en place d'une commission de contrôle indépendante d'EDF.

En décembre 76, ce ne sont pas moins de 36 conseils municipaux qui ont pris à leur compte les revendications de la FANEF. Au cours de cette campagne, Gerstheim annonçait déjà la couleur. Plus de 80 % de sa population exigea la

publication du plan Orsec Rad. Mais était-elle prête à aller plus loin ? Les militants de l'association « Nature-Ried » étaient plutôt sceptiques.

Dans ces conditions, l'installation en décembre dernier de la tour météo d'EDF est presque passée inaperçue. Il a fallu voir arriver trois techniciens de la station météorologique d'Entzheim pour que le feu soit mis aux poudres. Pour la population de Gerstheim, tout devenait alors très clair.

« Nous ne voulons pas de centrale nucléaire. Ni ici, ni ailleurs. Il est donc tout à fait inutile de procéder à des études météo sur le site. EDF aurait pu s'épargner cette peine et cette dépense » (« Dernières Nouvelles d'Alsace »



du 1-2-77). On ne pouvait être plus explicite et témoigner d'une plus grande détermination. D'ailleurs les gars de la météo l'ont appris à leurs dépens puisqu'on les a empêché de travailler. Ils ont fini par quitter les lieux, de même que les deux entreprises qui étaient venues préparer l'installation des appareils de mesure.

C'est donc, fait très nouveau en Alsace, dans ses toutes premières démarches qu'EDF se fait bloquer. De ce point de vue, la rapide mobilisation de Gerstheim a eu un intéressant effet dissuasif. Mais pas seulement. Elle a également permis de démasquer EDF.



EDF démasquée

Les procédés d'EDF, nous commençons à bien les connaître. On peut les résumer par ces deux mots : discrétion et mensonge. Mais cette fois-ci, M. Siedel, maire de Gerstheim, et son conseil municipal ne s'y sont pas trompés. Allant faire part à EDF de ses inquiétudes à propos du pylône météo, le maire de Gerstheim s'est fait dire, jeudi 27 janvier, que ces expertises n'avaient rien à voir avec une éventuelle construction de centrale nucléaire. Et d'ajouter qu'il s'agissait de faire des relevés dans la plaine d'Alsace, comme les associations écologiques l'avaient exigé.

Coup de théâtre samedi. M. Siedel a à peine eu le temps de se remettre de ces explications, que lui est remis, par le biais des opposants, un dossier EDF contenant « une demande d'autorisation d'implantation d'un pylône météorologique dans le but d'effectuer des mesures météorologiques dans le cadre des études préliminaires pour le site de Gerstheim-Erstein ». Cette notice était accompagnée d'un plan de situation sur lequel figure bel et bien le tracé d'une centrale nucléaire composée de quatre réacteurs et de quatre tours de refroidissement.



photo plozner

La colère monte à Gerstheim. « EDF a manqué d'honnêteté à mon égard : ses projets sont bien plus avancés qu'elle veut bien le dire », déclare le maire. A la mairie d'Erstein (qui partage pour moitié le terrain), la situation est beaucoup moins claire. Le plan était déposé chez eux. Mais personne n'en savait rien. Piqué au vif, le maire de Gerstheim réunit dimanche matin son conseil municipal en séance extraordinaire. Une motion est votée à l'unanimité. Elle sera lue l'après-midi, sur le terrain occupé, devant plus de deux mille personnes.

Plus de deux mille personnes sont venues dimanche 30 janvier, protester avec les populations de Gerstheim et d'Erstein contre les procédés d'EDF. Outre les prises de position des maires des deux communes, nombreux ont été

les témoignages de soutien : des associations locales, des représentants des trois autres sites envisagés, des représentants allemands de Wyhl et d'Offenburg et les Suisses de Kaiseraugst. Bref la grande famille anti-nucléaire alsacienne-badoise-suisse se retrouve à nouveau côte à côte.

Aujourd'hui, la population de Gerstheim et les associations écologiques alsaciennes continuent à monter la garde sur le site. « Nous occuperons jusqu'à ce que le pylône soit démonté » ! Quant à EDF, elle vient enfin de sortir de son mutisme pour déclarer qu'elle « n'a pas décidé d'installer une centrale nucléaire dans la région de Gerstheim » ! (« Le Monde, 2.2.77). EDF ne craint pas le ridicule. Le plan, le pylône, c'était pour s'amuser ?

Serge Bischoff

LA DERNIÈRE « HISTOIRE » BELGE : 49 CENTRALES NUCLÉAIRES POUR L'AN 2000

Lundi 7 février, à la une de tous les quotidiens belges, le plan secret des électriciens locaux : le programme nucléaire tel que le conçoivent réellement et officiellement les responsables de la politique énergétique nationale.

Ce document « étonnant, stupéfiant » (commentaires de la radio) était resté jusqu'à ce jour très confidentiel. Mis au point alors même que la Commission des Sages évaluait les risques d'un engagement nucléaire, ce plan était soigneusement tenu dans l'ombre et ne figurait pas dans le rapport de celle-ci. Première énormité et qui rend ce fameux rapport bon pour les oubliettes : les sages (sic) se sont en effet penchés sur les problèmes posés par la construction de cinq, sept ou onze centrales nucléaires. On découvre aujourd'hui qu'il s'agira en fait de cinquante centrales. Comme s'exclame naïvement le journaliste du « Peuple » : « on se moque de l'opinion publique ».

Le détail du programme vaut son pesant de frites. Ces trente-neuf centrales seront réparties sur dix-neuf sites : 36 centrales en terre flamande, 13 en Wallonie. En Wallonie, outre Tihange 2 et Tihange 3, on prévoit deux centrales à Andenne, deux à Bas-Oha (c'est à côté), deux près de Liège, deux à Baudour (près de Mons), deux près de Namur. Pas de jaloux. En pays flamand on a prévu (les besoins énergétiques sont plus grands) 36 centrales dont 22 sur le littoral. Parmi les centrales flamandes installées sur les côtes, une quinzaine le seraient sur des îles artificielles.

AUMÔNES POUR DES MERS MORTES

Ça y est, quinze pays riverains de la Méditerranée viennent de décider à l'issue d'une conférence réunie en Yougoslavie, qu'il était temps de dresser un diagnostic aussi précis que possible de la pollution qui affecte la grande bleue. C'est que les touristes tombent de plus en plus souvent malades (dysenteries, hépatite virale, typhoïde) et que c'est par un bon argument publicitaire pour les faire revenir. Alors, rien que pour les deux ans à venir, la France dépensera près de deux millions, les Nations Unies autant et le reste sera financé par les autres pays et l'O.M.S. Sept millions et demi en tout pour étudier les eaux littorales, les plages et les mollusques. Une aumône pour une mer morte.

Au large de l'île de Sein, le pétrolier est-allemand Boehlen, qui gît depuis le 14 octobre dernier par cent mètres de fond, contient encore 7000 à 9000 tonnes de pétrole.

Trente millions de francs ont déjà été engloutis pour surveiller et colmater les brèches qui s'ouvraient l'une après l'autre. Trois hommes sont morts au cours des manœuvres. Maintenant le Boehlen fuit de partout et les citadins commencent à prendre des dispositions pour leurs vacances. S'agit de les rassurer et de leur offrir des plages nettes en juillet. C'est pourquoi Barre vient d'annoncer une brèche dans son plan : le pétrole sera pompé, c'est une première mondiale et ça coûtera cinquante millions de plus. Il faut compter un mois pour réunir le matériel nécessaire et les hommes. L'opération durera encore trois mois.

La mission de Bassin Rhin-Meuse contre la centrale de Cattenom

La Mission déléguée de bassin Rhin-Meuse, organisme officiel qui dépend du Ministère de la qualité de la vie, vient de prendre une position hostile au projet de centrale nucléaire à Cattenom tel qu'il se présente actuellement. « La Gueule Ouverte » a la joie de vous faire profiter du texte intégral de l'avis adopté par la Mission au cours de sa réunion du 22 décembre 1976. Cet avis sera versé au dossier de demande de déclaration d'utilité publique.

Centrale nucléaire de Cattenom

Demande de déclaration d'utilité publique

Avis de la Mission déléguée du bassin Rhin- Meuse

« Après avoir pris connaissance :

- du dossier de demande de déclaration d'utilité publique concernant la centrale nucléaire de Cattenom ;

- des renseignements complémentaires fournis par le Secrétariat de la Mission déléguée ;

et après avoir entendu le représentant d'Electricité de France :

La Mission déléguée de bassin Rhin-Meuse :

Estime que dans le domaine de sa compétence le dossier présenté est insuffisamment documenté et explicite ;

Estime nécessaire, en conséquence, que le document n° 6 du dossier - Note sur la sûreté de l'installation nucléaire et la protection de l'environnement - soit complété par une note de synthèse fournissant les renseignements les plus récents, compte tenu de l'état actuel des études, notamment en ce qui concerne :

- l'état de référence relatif à la qualité physico-chimique et hydrobiologique de l'eau de la Moselle et des nappes souterraines intéressées ;

- les rejets thermiques et liquides, en particulier du point de vue chimique et de la radioactivité, ainsi que leurs effets sur le milieu naturel ;

- la compensation des débits évaporés.

Rappelle que le Comité de bassin a recommandé de fixer à 26 m³/s le seuil au dessous duquel il faudra compenser intégralement l'eau évaporée ;

Demande en conséquence que Electricité de France précise l'état actuel des études relatives aux réserves d'eau destinées à assurer cette compensation et s'engage de façon ferme à entreprendre dès à présent les études et, si besoin est, les travaux nécessaires à la création des réserves correspondant aux quatre tranches faisant l'objet de la demande de déclaration d'utilité publique. Le ou les sites à retenir devront faire l'objet d'une concertation préalable avec l'Administration et l'Agence de bassin, en raison des implications financières éventuelles pouvant résulter de leur utilisation à des fins multiples.

Estime en ce qui concerne les rejets thermiques :

- que les dispositions prévues - qu'il conviendrait cependant de préciser, en joignant notamment au dossier le schéma des circuits de réfrigération et en fournissant les résultats escomptés - apparaissent suffisantes, à condition toutefois que les résultats soient ceux annoncés dans le rapport sur l'étude du comportement thermique de la Moselle ;

- qu'en tout état de cause, toutes dispositions soient prises pour respecter à la frontière une température maximale de l'eau de la Moselle de 28°C.

Estime nécessaire que les rejets chimiques soient réduits au maximum compatible avec les rejets thermiques, que l'utilisation de chlore ou de tout autre biocide contre le développement d'organismes vivants soit limité et que tout rejet de ces produits dans la Moselle soit impérativement évité ;

- qu'en tout état de cause, toutes dispositions soient prises pour assurer une compensation des rejets d'ions « chlore » de telle façon que la charge totale en ions chlore de la Moselle n'augmente pas ;

- que toutes dispositions soient prises pour éviter toute contamination, radioactive ou autre, de la nappe alluviale de la Moselle.

Estime que compte tenu des incertitudes actuelles concernant le maintien des débits de la Moselle et les effets des rejets thermiques, chimiques et radioactifs, la réalisation des tranches 3 et 4 ne devrait être décidée que lorsque ces incertitudes seront levées.

Demande en outre qu'un système d'observation, de contrôle et d'alerte éventuelle soit mis en place afin de vérifier le respect des prescriptions relatives aux différents rejets, notamment au niveau de la frontière.

Texte communiqué par le service des fuites des Amis de la Terre.

LE VERITABLE PRIX DU NUCLEAIRE

« EDF a longuement étudié le programme nucléaire français »
 Marcel Boiteux, directeur général d'EDF.

Connaissez-vous le prix d'une centrale nucléaire ? Environ 1,9 milliard de francs pour un réacteur de 900 mégawatts. C'est bien connu, l'énergie nucléaire est avant tout une affaire de gros sous. L'activité croissante des quelques multinationales qui commercent dans cette branche fructueuse donne une vague idée de la taille du fromage.

Mais connaissez-vous le prix du programme nucléaire français ? Quel sera le prix du kilowatt nucléaire en 1985 ? Là, les cartes se brouillent. Il est très difficile d'évaluer avec précision les investissements engagés, difficile de posséder tous les facteurs nécessaires aux calculs. L'étude doit tenir compte d'un certain nombre de prévisions, domaine

réservé de l'EDF. Ses différents services chargés des études économiques et des prévisions produisent en effet une quantité impressionnante de rapports sur le sujet. Peut-on leur faire confiance ? Non bien sûr. La malhonnêteté de l'EDF a été suffisamment démontrée pour que l'on ne puisse plus considérer la moindre information en provenance de cet organisme sans la plus grande méfiance. Et nous aurions raison : une fois de plus, l'EDF triche avec le nucléaire. Le dossier que nous publions ici le prouve. La démonstration qui suit est peut-être un peu aride, mais elle constitue une arme essentielle pour le militant, à conserver précieusement pour les futurs débats avec des pro-nucléaires.

LE 11 juin 1975, Marcel Boiteux, directeur général d'EDF, répondait dans « Le Monde » à M. Henry, professeur de l'Ecole polytechnique, qui l'avait accusé d'incompétence. La lettre publiée dans le quotidien était intitulée : « EDF a longuement étudié le programme nucléaire français ». Si le célèbre PDG faisait ainsi allusion à la quantité de rapports produits par ses services, il avait sans doute raison. Mais quant à leur valeur ? Les rapports internes du Service des études économiques générales intitulés « Coûts de référence » sont à ce titre très édifiants. Ils évaluent les prévisions

des coûts des centrales nucléaires. Examinons-les de plus près.

trois fois plus cher pour le Shah

Un premier tableau du rapport économique donne les prévisions de coût pour un réacteur nucléaire de 900 MW refroidi en circuit fermé et disposé en bordure de rivière. Le prix d'éventuelles tours de refroidissement n'est donc pas prévu. Deux prix sont mentionnés : l'un dans le cas où les réacteurs sont implantés par paire, l'autre si les réacteurs sont implantés par groupe de quatre (cette deuxième solution est bien sûr la moins onéreuse) :

1974		1975		1976	
par 2	par 4	par 2	par 4	par 2	par 4
1,249	1,192	1,754	1,665	1,930	1,884
hausse de 13 % par rapport à 1973. centrale terminée en 1979		dérive de 23 % par rapport à 1974. centrale terminée en 1979		dérive de 7 % par rapport à 1975. centrale terminée en 1982	

Les prix sont en milliards de francs.

La « dérive » représente l'évolution considérée comme probable de ces prix par rapport à celle de l'indice général (en hausse constante comme chacun sait).

Les prévisions 76 pour le coût d'un réacteur de 1300 MW (qui serait achevé en 1983) sont de 2,619 milliards de F pour des implantations par paire et de 2,574

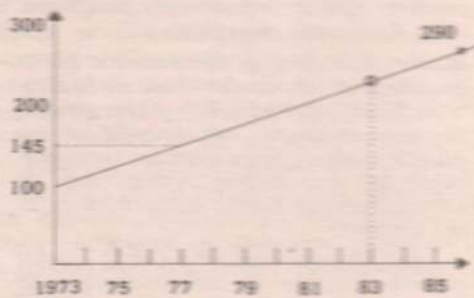
milliards de francs pour des implantations par quatre.

Les hausses de prix importantes que l'on remarque dans le tableau sont dues aux deux tiers à l'augmentation spécifique des coûts des matériaux nucléaires. Le reste découle de l'amélioration nécessaire de la sûreté des installations.

D'après le tableau, le prix d'un réacteur de 900 MW par paire s'élevait l'année dernière à 1,980 milliard de F, en prévoyant la fin des travaux de la centrale pour 1982. Or, le Shah d'Iran a commandé l'an dernier deux réacteurs de 900 MW à 5,7 milliards de F. C'est-à-dire presque trois fois plus que le chiffre avancé par EDF !

Comment expliquer cette différence entre le coût d'un réacteur pour la France et celui d'un réacteur pour le dictateur persan ? La concurrence ne fait pourtant pas défaut et les voyages ne sont pas si chers que cela. Les chiffres annoncés sont donc faux.

Pourquoi trois fois plus cher ? Nous pouvons avancer une explication : avec le Shah, il faut passer des contrats fermes et définitifs. Or l'évolution en francs constants du prix des réacteurs peut se traduire par la courbe suivante :



Si on extrapole jusqu'à 1985, date approximative de l'achèvement des réacteurs du Shah, on voit que le coût des réacteurs sera alors deux fois plus élevé que celui estimé en 1976. Si on tient compte en plus des aléas et des frais de transport (de l'ordre de 30 % du total), on s'aperçoit que la facture de 5,7 milliards de francs est cohérente avec l'évolution apparemment irrésistible des prix. Les prévisions annoncées par EDF pour le programme français ont donc de fortes chances d'être doublées. Aux USA, qui ont de l'avance sur nous, les prix n'ont d'ailleurs pas cessé de grimper : ils sont déjà deux fois plus élevés que les prévisions d'EDF.

un record à maintenir

EDF a considéré comme non significative l'aventure malheureuse de la centrale de Chooz. L'évaluation du coût des charges d'exploitation n'a pas été révisée à la lumière de cet exemple (elle voisine 100 F par kilowatt, avec une dérive estimée à 3 %

par an). Si l'on tenait compte des coûts de fonctionnement et de réparation qui ont dû être attribués à la centrale de Chooz, on aurait certainement une idée un peu plus exacte de l'ampleur des faux frais qui grèveront le budget des futures centrales nucléaires.

Les prix des charges annuelles a été évalué par EDF à 90 millions de francs pour un réacteur de 900 MW et à 130 millions de francs pour un réacteur de 1300 MW (conditions du premier janvier 1976). Comment ces coûts ont-ils été calculés ? EDF s'est basé sur des hypothèses de fonctionnement annuel. Le tableau suivant indique les prévisions du nombre d'heures de fonctionnement par an en pleine puissance :

année	905 MWe	1 300 MWe
1	3 000	3 000
2	5 000	5 000
3	6 400	6 600
4	6 300	6 600
5	6 100	6 600
6	6 050	6 600
7	6 000	6 600
8	5 950	6 600
9	5 900	6 600
10	5 850	6 600
11	5 800	6 600
12	5 750	6 600
13	5 700	6 600
20	5 700	6 600

Ces chiffres ont été établis malgré l'absence de toute expérience probante sur les nouveaux matériels. « La durée de vingt ans a été retenue conformément aux normes de la commission PEON » (production d'électricité d'origine nucléaire), précise EDF. Voilà une bonne raison bien scientifique ! Le tableau indique 6600 heures de fonctionnement à pleine puissance pour un réacteur de 1300 MW. Rappelons que l'année comprend 8760 heures, compte tenu de l'arrêt annuel consacré au déchargement et au rechargement du réacteur. 6600 heures à pleine puissance représentent donc une performance record auquel le nucléaire ne nous a pas habitués ! EDF aime jouer les champions... Mais si elle ne réussit pas cette performance, les prix des charges de fonctionnement augmenteront rapidement. Et on peut parier qu'elle n'y arrivera pas.



Christian Weins

le prix du combustible

En exploitant les tableaux de chiffres trouvés dans les rapports d'EDF, nous avons réalisé la synthèse suivante :

Rubrique	1974	1975	1976
Uranium 3 Naturel	174 F/kg (11 dollars la livre) (dérive + 2 %)	190 F/kg (17 dollars la livre) (dérive + 3 % jusqu'en 1990)	250 F/kg (20,5 dollars la livre) (dérive + 2 % à moyen terme)
Conversion en UF6	15 F/kg (pas de dérive)	17 F/kg (pas de dérive)	18,5 F/kg (pas de dérive)
Enrichissement	260 F/kUTS (pas de dérive)	200 F/kUTS (croissance 30 F/an jusqu'en 1980, dérive nulle au delà)	420 F/kUTS (pas de dérive)
Fabrication des pastilles de UO2	1 ^{er} cœur : 580 F/kg recharge : 540 F/kg (dérive - 2 % jusqu'à 450 F/kg)	1 ^{er} cœur : 640 F/kg recharge : 600 F/kg (dérive - 2 % jusqu'à 450 F/kg)	600 F/kg U (dérive - 2 % jusqu'à 450 F/kg)
Retraitement	290 F/kg U (pas de dérive)	450 F/kg U (dérive 2 % au delà de 1980)	1 000 F/kg U (pas de dérive)
Stockage des déchets	60 F/kg U (pas de dérive)		
Crédit Plutonium		60 F/g jusqu'en 1980 (augmentation progressive ensuite pour atteindre 100 F/g vers l'an 2 000)	

Avant d'analyser ces chiffres, voici les coûts prévus du KWh, compte tenu des quantités d'uranium en jeu à chaque rubrique :

évaluation 1974 :	1,34 c/KWh pour une mise en service en 1979
évaluation 1975 :	1,81 c/KWh pour une mise en service en 1980
évaluation 1976 :	2,23 c/KWh pour une mise en service en 1983

Le plus beau, c'est qu'à chaque fois ces chiffres se trouvent agrémentés d'un long commentaire se terminant invariablement par la formule magique : «...dérive nulle proposée». Une telle constance dans l'erreur mérite la plus grande admiration, la fidélité à un principe étant toujours une vertu. A lui seul le coût du combustible nucléaire dans le prix du KWh nucléaire est plus élevé que le prix de revient du KWh hydraulique de base ! Le tableau conduit à certaines conclusions :

L'augmentation des prix de l'uranium naturel est sous-évaluée, puisque, courant 76, les contrats se négociaient à 285, voire 375 F le kg. Celle du coût de l'enrichissement également. Exxon et Urenco annoncent que leurs futures usines fourniront, dans les années 80, de l'uranium enrichi à 470 et même 590 F l'UTS.

Tous ces prix ne cessent de grimper vertigineusement et l'Euratom dans son rapport de 1975, tout comme la Délégation Générale à l'Energie au début de 1976, constate « qu'il est difficile de prévoir à quel niveau se stabilisera le prix de l'uranium au cours des prochaines années ». L'EDF parie sur une dérive de + 2 % alors que les prix ont pratiquement triplé en cinq ans...

Notons en passant la mauvaise foi des porte-parole officiels. Lors de la conférence sur « la maturité de l'énergie nucléaire », Monsieur Feron, directeur de la production et des transports à l'EDF, annonce le 23 avril 1975 que le service public utilise un chiffre de 15 dollars la livre de U308 pour ses calculs, pourquoi pas... et que, si l'on passait à 25 dollars la livre, l'augmentation du KWh serait de 6 %. Or un récent article paru en janvier 1976 dans la « Revue Générale Nucléaire » évalue à 4,1 % l'incidence d'une augmentation de 10 % du coût de l'uranium. Messieurs, de grâce, accordez vos violons !

M. Feron annonçait aussi que le prix du retraitement et du stockage des déchets influerait de 3 % sur celui du KWh. Mais... on ne sait toujours pas retraiter le combustible des centrales à eau légère et l'on n'a encore rien décidé sur le stockage définitif des déchets les plus dangereux, les déchets du combustible. A ce sujet, une étude secrète, donc relativement sérieuse (?), dont nous publierons sous peu de nombreux passages, montre que la seule solution efficace qui soit envisageable aujourd'hui pour éliminer les déchets du combustible augmentera le prix du KWh nucléaire de 10 % au moins.

Le prix du KWh nucléaire

L'incroyable poussée du coût du retraitement donne complètement tort à M. Feron. Bien que le coût de 1976 soit une pure hypothèse - pessimiste, probablement pas - il représente environ 0,4 centime/KWh, soit près de 5 % du coût officiel du futur KWh nucléaire.

Notons aussi la disparition de la rubrique « déchets » dès 1975 et l'absence d'une rubrique déclassement. Pourtant un déclassement complet, avec restauration du site serait, pour certains auteurs, aussi coûteux que la construction, surtout si la centrale a recyclé du plutonium.

Enfin le crédit plutonium représente une traite tirée sur l'avenir, méthode très technocratique pour truquer les perspectives. Ce prix est en fait purement spéculatif. Tout dépendra de la rentabilité commerciale des futurs surgénérateurs, lesquels l'utiliseront comme combustible, s'il voient le jour. On peut parier que le prix du plutonium servira à ajuster le prix du KWh nucléaire.

Si l'on tient compte des observations précédentes, quel serait alors le véritable prix du KWh nucléaire ? Nous allons considérer un

réacteur de 905 MWe mis en service en France vers 1983. Nos hypothèses de calcul sont les suivantes : Tous les prix sont en Francs 76. Les dérives sont nulles, mais :

- la durée de vie des réacteurs est de 15 ans et non de 20. Le facteur de charge est de 60 %.
- l'entretien coûte 3 fois plus cher que prévu (l'expérience de Chooz nous incite à la plus grande prudence).
- l'uranium est à 80 dollars le kg, soit 375 F.
- l'enrichissement revient à 125 dollars, soit 590 F.
- le retraitement revient à 1500 F le kg.
- la restauration du site coûte aussi cher que la construction des installations.
- le prix de la construction est fournie par la figure 1 : 2 800 MF.
- le stockage définitif des déchets revient à 0,9 c/KWh.
- les autres coûts sont ceux du tableau II, colonne 1976 (mis à part que le prix de la fabrication reste constant à 600 F le kg).

On calcule alors le total des dépenses :

investissements	2 800 MF
restauration du site	2 800 MF
entretien	4 050 MF
cycle du combustible :	
1 ^{ère} charge	509 MF
11 recharges	2 153 MF
gestion des déchets	642 MF
Total	12 954 MF
crédit plutonium	- 211 MF
énergie électrique produite	71,35 milliards de KWh

prix moyen du KWh	17,9 centimes
part du combustible	4,33 centimes
(sans crédit plutonium)	4,63 centimes

Aussi je ne crains pas d'affirmer que, dans une vingtaine d'années, quand on fera les comptes, s'il n'y a pas d'accident grave d'ici là, on trouvera que le coût réel du KWh aura été beaucoup plus proche de 18 centimes que des 7,5 centimes prévus par l'EDF.

Les prévisions d'EDF sur le pétrole sont cette fois naturellement « orientées » dans un sens défavorable à cette source d'énergie. Les calculs sont faits avec l'hypothèse d'une utilisation d'une centrale 3 450 heures par an, soit un facteur de charge de

39 %. Si on utilisait de telles centrales à 70 % pendant leur durée de vie de trente ans, elles produiraient, en francs constants 76, un KWh au prix moyen de 9,5 centimes (dont 7,8 de combustible), ce qui est quand même moins risqué que le nucléaire ! Le discours officiel prétend l'inverse en invoquant la flambée des prix du pétrole. C'est stupide car les prix ont moins flambé qu'ils n'ont été réajustés. Les querelles entre producteurs mégalomanes (Iran) et réalistes (Arabie) au sujet des hausses éventuelles montrent bien que l'alignement sur les autres sources d'énergie est pratiquement réalisé.

dix fois plus fort que Concorde

Quant au charbon il est concurrentiel pour cette application, et largement : un KWh charbon revient en France à environ 8,4 centimes, si l'on prend les hypothèses retenues pour le pétrole. Bien plus, on va vers une surproduction mondiale de produits lourds provoquée par un suréquipement en raffineries. Et si, globalement parlant, le pétrole va rester cher (car rien ne peut concurrencer l'essence, surtout pas l'hydrogène), les produits lourds, parfaitement utilisables dans les chaudières des centrales thermiques, vont, à terme, s'aligner sur le charbon.



En conclusion, non seulement l'EDF triche avec le nucléaire, au point qu'elle laisse des traces un peu partout dans ses dossiers, mais pire, EDF se trompe : sa stratégie énergétique conduit le pays à un désastre financier sans précédent. Un record de plus pour la technocratie chauviniste française :

1965 La Villette	1 Milliard
1975 Concorde	20 Milliards
1985 Programme Nucléaire	200 Milliards (?)

Y aurait-il une loi du décuplement tous les dix ans ? Si cela pouvait être vrai ! Le grand soir est pour l'an 2 000...

Cuisinier : Y.L.

Serveur : Dominique Simonnet
Ingrédients : Coûts de références, rapports internes du Service des études économiques générales.

NONO, L'HOMME AUX OISEAUX

Le 21 janvier 77, Antoine Schiehle paraissait à la barre du tribunal d'instance de Dôle que présidait le juge Benoît. L'audience ce jour-là était réservée à l'examen de délits mineurs (pêche et chasse) et l'ingénieur Mallecot, qui représentait la DDA (Direction départementale de l'agriculture), siégeait au ministère public.

Antoine Schiehle, surnommé Nono, 51 ans, est éleveur de pigeons à Bousselange, en Côte-d'Or (voir G.O. N° 114). Ecologiste sans le savoir, ce qui est un compliment, il recueille chez lui tous les oiseaux blessés qu'il rencontre dans ses promenades sur la plaine ou qu'on lui amène. Surtout les espè-



ces protégées que les chasseurs mutilent par leurs plombs d'ailleurs hors-la-loi. Nono a sauvé, soigné, libéré des centaines de rapaces. Pour nourrir ses protégés, il ajoute à ses frais de viande de bœuf, la fourniture de poissons qu'il pêche dans le Doubs. Il les sélectionne dans le souci de se substituer aux prédateurs disparus tels le balbuzard et la loutre. La population des espèces de poissons vulgaires est en sur-nombre, gravement atteinte par la pollution et ne subit plus la loi des carnassiers, tels brochets et perches.

Le 25 juin 76, Nono était pris en flagrant délit avec 16 kilos de barbeaux, chevennes et hotus, tous malades et impropres à la consommation humaine. Il fut verbalisé par deux gardes qui avaient demandé le renfort des gendarmeries de Chaussin et de Dôle. Rien que ça ! Et ce 21 janvier 77, Nono se trouvait traîné devant une juridiction répressive pour avoir pêché à la main sans être titulaire d'une carte de pêche délivrée en bonne et due forme. Il faut regretter que les fédérations de protection



de la nature de Côte-d'Or et du Jura ne lui aient pas désigné un avocat pour sa défense. Au tribunal, Nono soulignera qu'il avait proposé aux gendarmes d'ouvrir les poissons pour leur prouver qu'ils étaient parasités de ligules (ténias) mais cela lui fut refusé. Et Nono s'indigne à la pensée que ces poissons furent distribués... aux personnes nécessiteuses du village jurassien de Rahon !

L'ingénieur Mallecot estimera que le prévenu se prend pour Dieu le père en voulant rétablir l'équilibre naturel, l'invitera à respecter le code rural en la matière, lequel date de 1829, et l'accusera d'être un receleur d'espèces protégées.

Nono fut condamné à deux amendes de 200 F et à 400 F de dommages et intérêts, à verser à la Gaule du Bas-Jura. Bravo, la Gaule !

Ecrivez nombreux pour apporter votre soutien et témoigner votre amitié à Antoine Schiehle, Bousselange, 21250 Seurre. Nono ne doit pas rester seul

C.T.



La pomme et le serpent

Auto-analyse de la féminité. Armanda Guiducci, Collection Témoins, Gallimard. 55 F.

Les sociétés rendent tabou les règles et la grossesse et ces tabous fondent la condition féminine. Cette « infériorité biologique », qui entraîne une « infériorité sociale », souille et exclut la femme. Qu'elle soit putain, manan ou les deux à la fois, la femme ne dispose pas de son corps.

Ecrivain et journaliste, Armanda Guiducci nous livre, avec sensibilité et sincérité, son expérience traumatisante, mais banale, de fillette d'une famille bourgeoise italienne et catholique entre les deux guerres : « la transformation silencieuse, lente et splendide de la fillette en femme irrémédiablement gâchée

par l'ignorance, je ne la vécus pas comme un bonheur tranquille, une intégration au cycle vital de l'humanité, un accord aux desseins de l'existence, mais comme un malheur, une trahison, une violence ».

En réaction, Armanda Guiducci va détruire un à un les tabous. Pendant ses règles, elle prendra des bains tièdes, se lavera les cheveux, plongera ses mains dans l'eau glacée, puis s'exposera au soleil et rien n'arrivera. Deux classes menstruelles partagent les femmes, la classe aristocratique, où les femmes perdent beaucoup de sang, et la classe plébéienne, où elles en perdent peu. Armanda Guiducci note : « dans leur for intérieur (les femmes) adhèrent à cette idéologie de classe des menstruations, qu'elles y croient, à tel point que les malheureuses qui ont des règles peu abondantes se sentent au fond inférieures à celles qui font naître des

fontaines » dans cette Italie où le Vatican chronomètre le quotidien.

Après ce constat, Armanda Guiducci se tourne vers l'ethnologie et nous présente un effrayant catalogue des tabous. En Nouvelle-Irlande, les jeunes filles sont enfermées dans des petites cages obscures sans pouvoir toucher la terre de leurs pieds et cela durant cinq ans. En Nouvelle-Guinée, les jeunes filles restent recroquevillées pendant plusieurs semaines sur une poutre de bois dans un coin de la maison. A Bornéo, les filles attendent la puberté dans une cellule sombre et isolée sur pilotis. Le sang suscitait aussi de l'horreur chez les Indiens d'Amérique : la fillette devait baisser la tête, ne pas regarder le soleil et la terre. En Alaska, la jeune fille demeurait cachée, accroupie dans une cabane pendant plusieurs mois. Au Brésil ou en Bolivie, selon les variantes tribales, la

fillette était cousue dans un hamac et suspendue plusieurs semaines. Le tabou menstruel frappe la viande, le poisson et l'eau. Interdiction aux femmes de se laver et de travailler la terre. Des sentiers spéciaux leur sont tracés, chez les peuplades australiennes.

Dans cette revue où elle se réfère à Malinowski, Métraux, Lévi-Strauss et Frazer, Armanda Guiducci, honnête, souligne la relative tolérance des Indiens Pueblos, des Tobriandais, et surtout nous invite, de ce tour d'horizon infernal, à revenir chez nous où le tabou menstruel tronque le vocabulaire hypocritement. Il apparaît ainsi que le sperme de l'homme, moitié blanche, est positif, et le sang de la femme, moitié rouge, est négatif. Armanda Guiducci ajoute : « il reste donc vrai, du moins pour l'inconscient, pour les résistances profondes, que, même en ce qui concerne notre demi-siècle de liberté

Indécence ajournée. Pas qu'on n'ait plus rien à dire. Pas non plus que le courrier ralentisse sur le sujet (des lecteurs s'abonnent parce qu'on a abordé, enfin, cette sorte de thème). Simplement, on reprend souffle... La rubrique "Attention indécence", vous vous souvenez ? Il s'agissait, à partir de sentiments vécus, éprouvés, de tenter la clarification d'idées politiques, mais oui, sur le couple et ses problèmes. Ça touche tout le monde et ce n'est pas simple. On s'y recolle la semaine prochaine.

Jobelle

Spectacles

● « Les Mirabelles » sont un groupe de quatre magnifiques travestis et d'une fille de sexe féminin, qui viennent d'Aix en Provence. Vous passerez une agréable soirée en leur compagnie en vous rendant à la Cour des Miracles, 23, avenue du Maine, à 22 h, jusqu'au 12 mars.

● Sébastien Maroto, guitariste classique, présentera une série de concerts pendant deux semaines au Théâtre Montparnasse. Pour ce guitariste, qui a acquis la réputation de ne jamais manquer une note, la musique est l'unique art vivant qui ne vit que par ses interprètes. Vous pourrez l'entendre du 8 au 19 février, à 18 h 30.

● Le groupe de musique folk « Imago » sera à la MJC Montmésly, 100, rue J. Savar, 94000 Créteil, le vendredi 11 février à 21 h.

BOUQUINS

JEAN BANY, ILLUSTRÉ MÉCONNU

Il a écrit trois livres, trois merveilles pas prétentieuses qui lui valent de remplir régulièrement les casiers des soldes de prose. La simplicité se vend mal, et Grainville a eu le Goncourt pour 300 pages boursouflées qui se voulaient baroques. Jean Bany, lui, ne récolte rien du tout. Ce n'est pas faute de semer. C'est dégoûtant, oui. Je n'ai pas lu Mon Eau Bleue, son premier livre, et je vais me presser de le faire. Par contre, j'ai trouvé (en solde, bien sûr) Auteuil Première

et Moi ma sœur. Deux univers. Celui du joueur. Le flambeur qui se pose à une table. Une carte. Trois fiches. Il gagne, il perd, il gagne. Gagner, c'est un peu jouir, c'est tuer les rats, mais perdre... Celui qui laisse son fric sur le tapis fonce prestissimo vers son vertige : se refaire, voilà l'enjeu.

Jacques Berlang, joueur crevard qui a perdu sa grand-mère, cherche la cueillette, fait la tournée des bonnes âmes. Sa femme est partie. Il l'aimait, oui, comme il aime son fils. Tout le monde se barre, gare ses sous et sa personne : les joueurs, c'est à soigner. Il va à Auteuil. Fait son papier, joue des cakes, des canassons incertains, pour le meilleur et pour le pire, souvent le pire. Un thé citron, une femme passe, s'éloigne et revient, pour le

laisser encore plus ruiné, cavaland derrière son ombre, avec des souvenirs plein les poches et de quoi s'offrir un demi.

Moi ma sœur, c'est un livre comme personne n'ose plus en faire. Un livre pour dire : « Je l'aimais. Je l'enculais. Je vous dis que nous nous aimions ». Parce que des fois on ne supporte pas la mort, parce qu'il y a des limites au renoncement, Henri refuse que sa sœur, sa maîtresse, soit ce petit tas d'os et de pâleur. Il vide la baignoire de lait dans laquelle elle tenait à mourir, il prend le chien et une grande malle. Il met Jeanne dans la malle et la malle dans la Rover. Il part en voyage. Il revient. Il s'est trompé : c'est Jeanne qui doit faire le voyage. Alors il enfille une robe de Jeanne, se rase la tête, met la perruque de Jeanne et peint ses yeux comme Jeanne. Il s'en va. Il est Jeanne, qui voulait aller voir les chutes du Niagara, avec son frère Henri. Il est Jeanne.

Jean Bany, que personne ne connaît, est sans doute un des rares auteurs qui, en ces temps bourbeux, parlent encore simplement. Il parle comme Jean Rouch filme, comme tout le monde ferait si tout le monde pouvait.

A.V.

Mon Eau Bleue, 16 F, Auteuil Première, 22 F, Moi ma sœur, 25 F. Au Seuil, disponibles sur commande.



sexuelle tant criée sur les toits, l'acceptation authentique du corps et du sexe opposé est une expérience, et non un fait établi ».

Armanda Guiducci revient sur son passé : « Avec moi commença le prototype citadin de l'enfant coupé de l'herbe, des animaux, de l'expérience rude mais bonne de la campagne, castré par l'asphalte, l'automobile, la propriété ». Avec humour, elle mentionne : « Mon fils n'a même pas vu les chevaux mais, au moins, il n'est pas né sous un chou ». Et l'interrogation tombe, brutale : « Après des millions d'années d'aventure humaine, je ne trouve autour de moi que la Culture. Peut-être que le Corps est Nature ? Je me dis que c'est là le dernier tabou »...

Se connaître et s'accepter en tant que femme est ce long chemin douloureux qu'Armanda Guiducci nous raconte. Son livre est passionnant et a la qualité de se lire comme un roman.

Christian Treillard

Ciné

UNE PETITE FILLE

La petite fille va jusqu'au bout du chemin.
La petite fille a décidé de ne plus se laisser marcher sur les pieds par le monde des adultes.
La petite fille habite seule dans la grande maison de bois au cœur de la Nouvelle Angleterre.
La petite fille ne va pas à l'école.
La petite fille vit sur des travelers chèques.
La petite fille rencontre un magicien, une proprio emmerdeuse, un gentil policier et un satyre qui offre des bonbons empoisonnés aux petites filles.
La petite fille gagne une dinde à la tombola.
La petite fille a fumé du hash des centaines de fois.
La petite fille se balade dans les rochers avec le magicien boiteux.
La petite fille a le temps.
La petite fille met tranquillement de la poudre blanche dans les tasses de thé de ceux qui se trouvent sur son chemin.
La petite fille demande : « Earl Grey ou Darjeeling ? »
La petite fille est allée jusqu'au bout de son chemin.

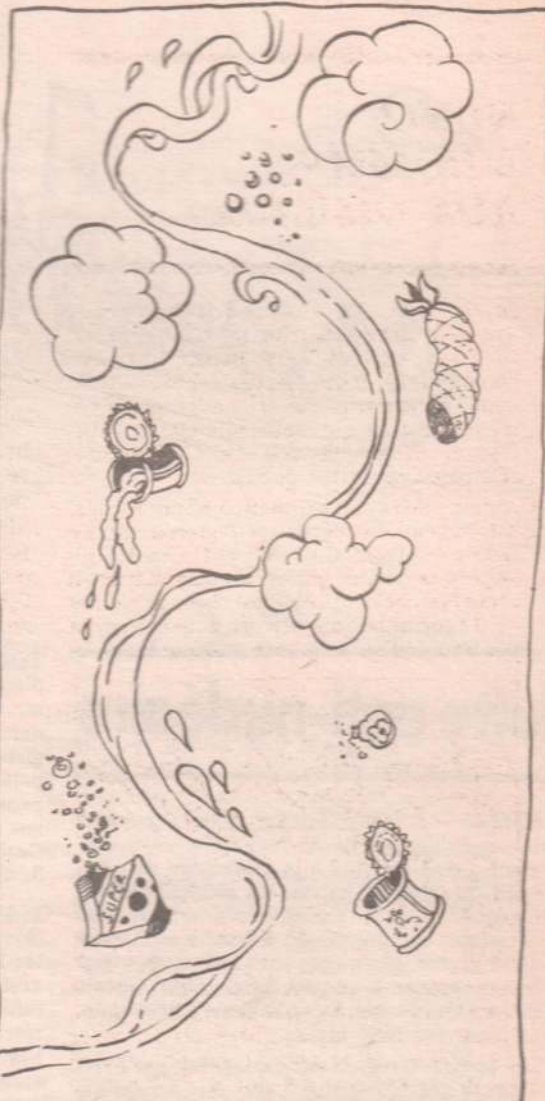
Laurent Samuel

La petite fille au bout du chemin. Film franco-canadien de Nicolas Gessner. Avec Jodie Foster, Mort Shumam et d'autres.

La Gueule ouverte aide le plan Barre

Toujours végétarien, toujours gai, toujours pas cher.

Un pâté classique, pour commencer. Prix de revient insignifiant, quelle aubaine, merci Catherine de Clermont-Ferrand ! Nous penserons à toi en mangeant nos tartines. Commençons déjà par faire le pâté. C'est enfantin. On met 700 gr de pain complet rassis cassé en morceaux dans deux bols d'eau. Il trempe une nuit. Le lendemain, on prend de ses nouvelles. « Ça va ? Le moral est bon ? » On lui présente ses partenaires : trois gros oignons, deux gousses d'ail et un bouquet de persil, le tout haché de main de maître. On les mélange, et on les laisse faire connaissance quelques heures, après quoi on ajoute quatre ou cinq cuillerées d'huile d'olive et 3 cuillerées de levure alimentaire. On sale au soja et on passe ce mélange gluant à la moulinette à légumes (grosse grille). Un quart d'heure de cuisson, à feu doux et sans cesser de touiller, puis 10 mn de séchage dans un four chaud, mais éteint. On laisse refroidir. On déguste. Pour faire mon intéressante, j'ai ajouté du poivre et une lichette de nuoc-man, c'était bon.



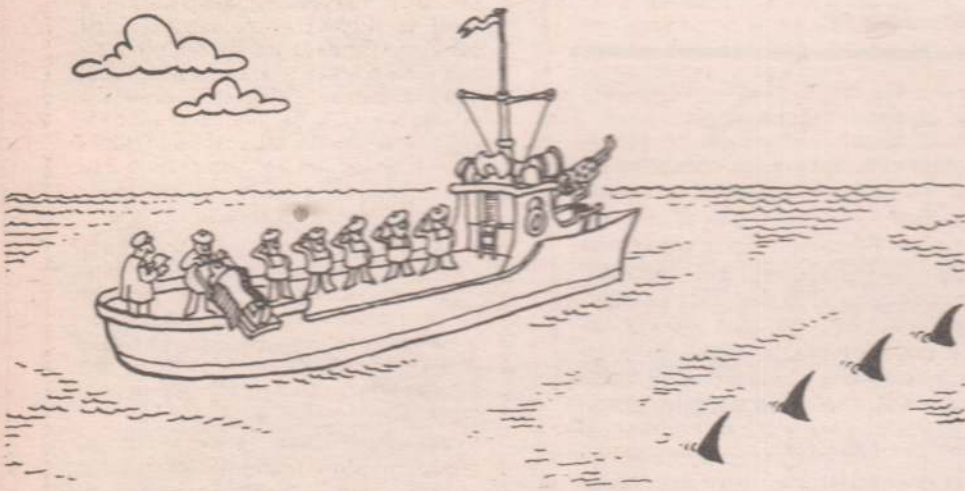
On va manger une omelette, plat simple mais à préméditer. L'omelette, ça peut être le meilleur comme le pire, et si c'est si souvent dégoûtatoire, c'est qu'on sort les ingrédients du frigo au tout dernier moment. Erreur fatale. Il faut, au contraire, chamberer les œufs (deux par tête, on peut se permettre), le beurre (50 gr pour 4) et le demi-verre de lait qui est facultatif, mais pas négligeable. On bat les œufs, on les fait mousser comme du savon à barbe. Pincée de sel. On ajoute le beurre en petits bouts et le lait. Encore un effort, ça y est. On graisse la poêle comme pour des crêpes, avec un coton huileux. Feu très vif, poêle chaude, et on baisse illico presto dès que ça se détache, pour plier la chose en deux et la laisser cuire

encore cinq minutes. Ce qui est très très bon, c'est une omelette fourrée aux légumes. Ceux qui ont congelé quelques courgettes cet été les pocheront vite fait, et les feront dorer dans une goutte d'huile. Deux tours de moulin à poivre, une lamelle de cantal, et on fourre l'omelette. Autre délice : on râcle les feuilles de deux gros artichauts verts, et on cale cette purée dans l'omelette. Comment accompagner ? C'est délicat. Il y a bien une solution idéale, mais ça fait chérot. Je veux parler des laitues cuites à l'étouffée dans très peu d'eau et le jus d'un citron, puis soigneusement égouttées. C'est un peu amer, il faut aimer, mais ça se marie parfaitement. Ou encore des pommes-fruit. Les choisir bien craquantes et les faire rissoler pendant 15 mn à feu moyen ; les tranches doivent rendre pas mal d'eau, inutile de se ruiner en matière grasse.

Si on a choisi de farcir l'omelette avec de la purée d'artichaut, il nous reste deux fonds et deux cœurs, on va faire une gourmandise pour deux. On sépare le fond du cœur, on retire le foin. On pose un œuf poché sur le fond, on recouvre avec le cœur, on emballe dans du papier alu, et dix minutes de four chaud. Quand on a goûté à ça, on voit la vie sous un autre angle. La semaine prochaine, nous examinerons ce qu'on peut tirer du cochon. Spécial carnivore, en somme.

Anne Vergne

SUR LE TERRAIN



LES MUREAUX (Yvelines). Projection du film « **Condamnés à réussir** » le vendredi 11 février, à 21 h, salle SRV, suivi d'un débat sur le nucléaire. Cette soirée est organisée par l'union locale CFDT et le comité antinucléaire de Meulan.

CAUSSADE. Un lecteur cherche des complices, pour l'opération « **retenue 15 % sur les factures EDF** » et autres actions collectives. Prendre contact avec Gérard Doucet, Bèneg haut, Bt n° 2, 82300 Caussade.

PARIS. L'EDF développe depuis environ deux ans, une campagne publicitaire importante dans les écoles. Par le canal du centre de documentation pédagogique, l'EDF envoie des diapos, catalogues de films et brochures gratuites, propose des stages pour les professeurs de physique et de technologie. Presque tous les lycées ou CES, sont touchés, et beaucoup trop de laissent prendre au jeu, après avoir visité la centrale nucléaire de St Laurent des Eaux, ou après avoir écouté un conférencier « sérieux ». Pour essayer de faire réfléchir le corps enseignant, des gens du SGEN CFDT ont décidé de travailler à un dossier sur le thème « **Serons-nous agents publicitaires de l'EDF ?** » qui paraîtra dans une revue des adhérents du SGEN. Des réunions de travail sont organisées. La prochaine aura lieu le **mercredi 18 février**, à 14 h 30, 5, rue Mayan, 75009 Paris. Métro Cadet, au local du SGEN. Tous renseignements auprès de Christine Huytens : tel : 702.96.00, à Bourg la Reine.

L'ARMÉE, LA JUSTICE ET LA LIBRE EXPRESSION. Le 15 février 1976, Gérard Payen, André et Alain Tiraboschi, collent le journal « **Le cri des murs** » à Nogent sur Seine. Il s'ensuit interpellation, identification, fichage. Le lendemain, visite des gendarmes voulant leur faire signer une déclaration. Deux d'entre eux refusent. Le troisième reconnaît avoir collé le journal mural. Début mai, on les inculpe pour « **injures envers l'armée** », le journal n'insérait pourtant rien d'injurieux dans ses colonnes. Par contre, il a été versé au dossier d'inculpation une affiche étrangère au collage du 15 février 1976, et c'est sur elle que porte le motif d'inculpation. Ils comparaissent le 23 novembre devant le tribunal de Troyes qui conclut aux fins de la poursuite sans peine ni dépens ! « **Attendu qu'un doute subsiste sur la commission des faits par les prévenus** », et « **attendu qu'en présence des dénégations des prévenus et de l'imprécision des constatations des gendarmes, il apparaît que les affiches incriminées ont pu être collées par un tiers, soit avant, soit après.** »

L'affaire ne s'en tient pas là, le **ministère public vient de faire appel.**

Un nouveau jugement aura lieu à la cour d'appel de Reims, le **jeudi 10 février**, à 14 h. Vous pouvez exprimer votre soutien en assistant à l'audience ou en envoyant des télégrammes au président de la cour d'appel.

DECOUVERTE DE LA NON VIOLENCE, sera le thème de la session du 19 février à partir de 15 h, jusqu'au 20 février à 17 h, du centre de rencontre et de documentation sur la non-violence « **La porte du virage** », 15, grande rue, 60730 Uilly Saint Georges. Inscription une semaine à l'avance, participation financière de 15 à 20 F par jour. Apporter son duvet pour le couchage. Il est possible d'arriver le samedi matin ou même le vendredi soir.

LES COMITES DE LUTTE DES OBJECTEURS, réunis en collectif national les 15 et 16 janvier à Reims, confirment leur stratégie d'insoumission au Service National, dans la perspective de la lutte contre le décret de Brégançon. Contrairement à certains bruits, ils se déclarent opposés à toute armée et apportent leur soutien aux luttes des insoumis, des objecteurs en affectation et des appelés en lutte. Les CLO se regroupent sur la plate-forme unitaire dont les revendications sont : l'abrogation du décret de Brégançon, la liberté totale d'affectation, l'abrogation de l'article 50, le temps de service légal, le droit à l'objection à tout moment et pour tout motif, y compris politique, la liberté d'expression et de réunion pour tous les appelés, la libération des insoumis, déserteurs et soldats emprisonnés, la suppression de la justice militaire. Seule organisation d'appelés, en lutte contre la militarisation, les CLO incitent à l'objection et à l'insoumission. **Collectif national CLO, B.P. 103, 75522 Paris Cedex 113. « Objection », journal des CLO, B.P. 70, 69201 Lyon Cedex.**

COMBAT NON VIOLENT vient de publier son numéro 118, avec au sommaire : le commandant Cousteau parle du nucléaire, Georges Ménaheum montre le pouvoir exercé par le militaire sur la science, la situation en Inde, aujourd'hui sous une libéralisation voilée, un texte sur la vie dans les montagnes d'Ariège. Les numéros 115 et 116 étaient consacrés au pouvoir médical. **Combat non violent, B.P. 26, 71800 La Clayette.** Abonnement 75 F à 150 F suivant les revenus. CCP 2756 34 Dijon. Spécimen sur demande au journal.

MARCHE POUR LA DEMILITARISATION. Suite aux marches qui ont eu lieu l'été dernier en France, en Italie et en Sardaigne, une **réunion de préparation aura lieu les 12 et 13 février**, pour mettre sur pied les marches de cet été, et éviter les problèmes de « **démocratie** ». Les isolés et les groupes qui le souhaitent sont invités à discuter et à émettre des propositions.

Prenez contact avec Thérèse Mercy, 79, avenue Miribel, 55 100 Verdun. Tél. : (28) 86 20 46.

Une marche pour la démilitarisation aura lieu de Helsinki à Belgrade du 15 avril au 16 juin, organisée par la WRI allemande.

lutte anti-nucléaire

MINES D'URANIUM. Une nouvelle demande de permis de recherche de mines vient d'être déposée à la **préfecture de l'Hérault**. Il s'agit du permis dit de **Graissessac**. L'enquête d'utilité publique concernant cette demande, est ouverte du 8 février au 7 mars 1977 inclus. Les communes intéressées sont les suivantes : Bousquet d'Orb, Saint Geniès le Varenal, Rosis, Saint-Etienne Estrechoux, La Tour sur Orb, Lunas.

Les observations seront consignées par leurs auteurs sur le registre d'enquête, accessible tous les jours ouvrables à la préfecture de l'Hérault, soit adressées par lettre recommandée au préfet de l'Hérault.

Les demandes en concurrence et les oppositions éventuelles, devront être notifiées par les auteurs à la Compagnie Générale des matières nucléaires (31-33, rue de la Fédération, 75015 Paris) par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Cet avis, ou à défaut le récépissé du dépôt accompagné de l'avis de la poste, constatant que la lettre n'a pu être remise, devra être adressé au préfet de l'Hérault pour être joint au dossier de l'enquête.

Une autre demande de permis dit « **permis du Fouilloux** » porte sur une partie du département de la **Charente Maritime**. L'enquête ouverte le 2 février jusqu'au 1er mars inclus, porte sur les communes du Fouilloux et de Montguyon.

FRESNES. Projection du film « **La bombe** », le jeudi 10 février, à 21 h, projection de films de diapos, de montage vidéo ; le samedi 12 février de 15 à 19 h, une soirée alternatives est prévue, à partir de 21 h. Ce programme aura lieu à la MJC, 2, avenue du Parc des Sports, 94 260 Fresnes, qui s'est chargée de son organisation.

BELGIQUE. TIHANGE. Les Amis de la Terre d'Ampsin ont introduit un **recours en conseil d'Etat** afin d'obtenir l'arrêt de la construction de la centrale nucléaire de Tihange II. Les démarches entreprises jusqu'à présent auprès du bourgmestre de Tihange pour la cessation des travaux n'ayant donné aucun résultat. La société Intercom n'a pourtant pas obtenu l'autorisation « **préalable** » d'exploitation. L'exécution des travaux de construction des infrastructures et bâtiments, destinés à recevoir le réacteur nucléaire, est donc illégale.

Les Amis de la Terre, rue Jouette, 1 A 4148 Ampsin. Belgique.

TOULOUSE. L'Association toulousaine d'écologie vient d'envoyer une lettre ouverte au conseil régional Midi-Pyrénées, signée par plus de deux cents scientifiques et écologistes toulousains. Dans cette lettre sont rappelés les dangers que fait courir le développement de l'industrie nucléaire, et les réserves émises par le comité de Bassin Adour-Garonne. Association toulousaine d'écologie, 3, rue Danton, 31400 Toulouse.

MALVILLE. Dans la matinée du jeudi 3 février, une vingtaine de personnes des comités locaux de Lhuis, Morestel, Bouvesse, ont arrêté le convoi de Madame Giscard d'Estaing qui rendait une visite à l'usine de retraitement de déchets industriels à St Vulbas. Avant le passage du convoi, la police a arraché les banderoles des manifestants, mais lors du passage du convoi sur le pont de Loyettes, les manifestants se sont assis sur la route en exprimant à Madame Giscard d'Estaing leur opposition à Super-Phénix.

Retenez le week-end des 19 et 20 février pour assister aux assises contre Super-Phénix à Morestel dans l'Isère.

BON APPETIT!

SIX PERSONNES COMMENCERONT UN JEÛNE ILLIMITÉ LE 10 FÉVRIER DANS LES VILLAGES VOISINS DE FESSENHEIM.

ILS EXIGENT :

- PUBLICATION DU PLAN ORSEC-RADIATIONS
- ORGANISATION D'EXERCICES D'ALERTE
- CONSULTATION DE LA POPULATION CONCERNÉE PAR LES EXERCICES D'ALERTE
- CRÉATION D'UNE COMMISSION DE CONTRÔLE NEUTRE

CONTACT: J.J. RETTIG
ECOLE DE CHAMPENAY
67 000 SAALS

COMITÉ DE SOUTIEN: R. SCHIRMER
5 R. ST MARC
67 000 STRASBOURG

MERCI!

RADIO-ACTIVE

Dans le cadre de la préparation des Assises contre Super-Phénix les 19 et 20 février à Morestel. Radio Active émettra à nouveau sur Lyon à partir du 7 février, à 15h 30 tous les jours, modulation de fréquence sur 101 Mégahertz.

REVIENT!

anti-militarisme non-violence

MARSEILLE. En avril 1976, Michel Lèbre a renvoyé son livret militaire en soutien aux paysans du Larzac et à l'occasion du procès d'un objecteur de conscience. Son procès aura lieu, le **mercredi 18 février**, à la 5^e chambre du tribunal correctionnel où il espère faire le procès de la société militarisée. Pour tous renseignements : Comité de soutien : GRANV, 2, rue Philippe de Girard, 13001 Marseille. Permanences le mardi de 20 h à 22 h, et le samedi de 15 h à 18 h. Téléphoner à ces heures au 39 70 63. Télégrammes et lettres de soutien sont à adresser au président du tribunal correctionnel, 5^e chambre, 13006 Marseille. Soutien financier : CCP Jean Horgues Debat, 324778 Marseille.

NIMES. Un gala de soutien aux deux objecteurs récemment inculpés Debiessé et Mather, dont le procès est renvoyé sine die, aura lieu le **jeudi 10 février** de 18 h à 24 h au centre culturel Pablo Neruda.

Au programme : le film « **Winter Soldier** », une pièce sur le nucléaire par le Théâtre à Emporter de Béziers : « **Monsieur Salsichot, vous gênez l'atome, ou qui l'uranium enrichit ?** », un chanteur occitan : Frédéric, et exceptionnellement les Beatles dans le film : **Yellow-submarine** ! L'entrée est à 15 F. Comité de lutte des objecteurs chez B. Deville, 2, place de l'écluse, 30000 Nîmes. Tél : 21.80.71.

tutti frutti

FONTENAY SOUS BOIS. Le groupe des Amis de la Terre présente une liste aux municipales, à Fontenay et une autre à St Mandé. Il en faudrait également une à Vincennes. C'est urgent, la limite d'inscription est le 25 février. Contact : André à St Mandé tous les matins au 374.23.19, ou les Amis de la Terre, 11 rue des Olympiades, 94 Fontenay sous Bois.

CRETEIL. En soutien au comité écologique de Créteil, une soirée folk est organisée, le samedi 12 février, à 21 h à la fac (Métro Créteil université et suivre les flèches ensuite). Des musiciens de la Tablarthur, Dominique Paris, Michel Clec'h, et d'autres participeront à cette soirée. Entrée : 5 F, soutien : 10 F. Vous pouvez venir avec vos instruments de musique.

LE HAVRE. Le Cercle d'études sociales du Havre et de la région organise le jeudi 10 février, à 21 h, salle des Vikings, rue Jules Ferry, à Fécamp, une conférence-débat avec Maurice Laisant. Ancien secrétaire général de la Fédération Anarchiste, militant de l'Union pacifiste de France, Maurice Laisant vient de sortir aux Editions du Monde Libertaire un livre intitulé « La pilule ou la bombe ».

Cercle d'études sociales du Havre et de la région, 16, rue Jules Tellier, 76 600 Le Havre.

FETE ECOLOGIQUE

Après les résultats obtenus par Brice Lalonde et René Dumont aux législatives partielles de novembre dernier dans le 5^e arrondissement, divers groupements écologiques dont les Amis de la Terre, la Fédération des usagers des transports, le Mouvement Ecologique, le Comité Sauver Paris, etc., présentent des candidats aux élections municipales du 13 mars prochain sous le nom de Paris-Ecologie.

Afin de réunir des fonds pour sa campagne, Paris-Ecologie organise le 12 février une fête écologique.

La programmation de la fête a été conçue afin de présenter un éventail aussi large que possible de la musique des diverses minorités vivant et travaillant à Paris, lesquelles ont rarement l'occasion de se produire sur scène ensemble. D'où la présence de groupes arabes, antillais, ouest-africains mais aussi de Bretons, de Québécois... et de femmes (Orchidée).

Le choix d'autres artistes (tels Roger Mason, Font et Val, Jacques Emile Deschamps, Mama Béa) s'explique par leur démarche qui n'est pas sans préoccupation écologique.

Tous les artistes de la fête, sans exception, ont accepté d'être payés sur une base égalitaire.

Le groupe du « Palais des Merveilles » composé de funambules, de cracheurs de feu, de jongleurs et de chanteurs de rues, assurera une animation permanente tandis que des programmes audiovisuels exposant différents thèmes de notre campagne (énergies douces, alimentation, luttes anti-nucléaires, etc.) viendront s'intercaler entre les passages de chaque groupe.

Sous tente séparée, on pourra également assister à la projection de 30 films (dont « La bombe », « L'An 01 », « Nous parlons, vous écoutez », « Les atomes nous veulent-ils du bien ? », etc.).

L'espace enfants présentera une animation spécifique, ne se contentant pas d'être une simple crèche.

Participation aux frais : 25 F, chômeurs : 15 F, gratuit pour les moins de 12 ans.

PARIS. Ecologistes du 13^e arrondissement, réveillez-vous ! Une réunion pour relancer le groupe de Paris-Ecologie sur le quartier aura lieu le vendredi 11 février, à 18 h, au 117 avenue de Choisy (Dans le local de Paris-Ecologie).

CAEN. Nature et Progrès 14, vous invite le jeudi 10 février, à 20 h 45, au centre culturel de la Grâce de Dieu, rue Saint André, à la projection d'un film : « Comment cultiver la terre sans engrais chimiques, ni pesticides de synthèse », suivi d'un débat avec Joseph Pousset.

SAINT GENIS LAVAL. Une assemblée générale des adhérents de « Nature et Progrès » de la région Rhône-Alpes aura lieu le dimanche 20 février à 14 h, au collège agricole mixte, route de Charly, 69230 St Genis Laval. Claude Aubert parlera de la reconversion à l'agriculture biologique pour des agriculteurs qui n'emploient pas encore cette méthode.

HOUILLES. La réunion mensuelle de coordination écologique nord ouest de la région parisienne aura lieu le vendredi 11 février à 20 h 30, à la MJC de Houilles, rue du Dr Zamenhof. Tél : 968 98 07. Au cours de cette réunion, le Comité antinucléaire de Meulan présentera son nouveau montage diapos sur le nucléaire et les « énergies douces ».

Secrétariat de la coordination NORP : 37 rue Sœur Angèle, 95210 St Gratien. Tél : 417 28 90.

AGUIGUI MOUNA se présentera à une élection pour la 5^e fois et toujours au Quartier Latin. Pour les municipales du 13 mars, il conduira une liste « Don Quichotte ». Il invite la population parisienne à un happening le 22 février au métro Jussieu. Paris vaut bien une journée carnavalesque, tous les amuseurs publics, bateleurs, saltimbanques sont particulièrement invités. Déguisez-vous, faites les fous !

Pour payer sa campagne Aguiqui Mouna lance un appel : le versement d'un franc symbolique à déposer à « L'escholier », place de la Sorbonne.

SAUVONS LA BAIE DE SOMME. Avec les dunes qui la prolongent de part et d'autre, la Baie de Somme forme un site écologique d'une très grande richesse qui va malheureusement en se dégradant de plus en plus. Les destructions et les pollutions sont multiples. La chasse au gibier d'eau bien qu'interdite par la loi est tolérée par dérogation préfectorale. La Baie de Somme, lieu de repos sur la route des migrations, est devenue un cimetière pour les oiseaux. La transformation du littoral en un mur de béton tente les promoteurs, les diverses marées noires tuent des milliers d'oiseaux, les coquillages, les poissons ou même les derniers phoques. Monsieur Jeanson, promoteur du parc ornithologique du Marquenterre, participe à l'assèchement de l'arrière-littoral détruisant l'équilibre d'une partie de la baie.

Voilà de nombreuses raisons de rejoindre le groupe écologiste pour la sauvegarde des espèces vivantes, 5 rue des 3 Catal, Ferrières, 80470 Ailly sur Somme.

AGRO-BIOLOGISTE cherche un associé. Toutes propositions seront étudiées. Ecrire ou téléphoner à Jean Poudré, rue du docteur A. Lebreton, 50300 Avranches. Tél : 58.34.76.

MATERNITE DES LILAS. En soutien à la lutte de la maternité des Lilas (voir G.O. n° 138), une soirée aura lieu le samedi 12 février, à 20 h 30, à la maison des jeunes et de la culture, 36, rue Raymond Jaclard à Alfortville.

Au cours de cette soirée, vous pourrez voir des documents vidéo sur la naissance sans violence à la maternité des Lilas, vous pourrez discuter avec des membres du personnel en lutte, contre les risques de licenciement et de fermeture de la maternité, vous pourrez entendre des témoignages de femmes ayant accouché aux Lilas. Cette maternité ne doit pas fermer, soyez nombreux à apporter votre soutien.

Maternité des Lilas, rue du coq Français, 93 Les Lilas.

BRY SUR MARNE. Le film « Condamnés à réussir » suivi d'un débat sera présenté le vendredi 18 février, à 20 h 30, 6 rue Léopold Bellan sur l'initiative du groupe Nature et Progrès 94.

L'APRE MONTE UNE IMPRIMERIE. Dans un premier temps, le bulletin hebdo de l'Agence de Presse Réhabilitation Ecologique, puis le mensuel « Ecologie » sont passés de la frappe machine, à la composition typographique et tirage offset. Grâce à cette présentation plus lisible, ils ont pu être mieux diffusés notamment à l'étranger. Une nouvelle rubrique d'activité (bricolage et réalisations pratiques), qui représente autant de travail qu'une revue tout entière se met en route, à Montargis. Tout ceci est rendu possible grâce à l'emprunt permanent. Pour pouvoir mettre en œuvre et publier les découvertes de ces activités nouvelles, l'APRE voudrait bénéficier d'une imprimerie plus proche, plus souple et capable de s'adapter aux nécessités du moment. Une partie du travail est déjà assurée : la composition, l'illustration, la maquette. Intégrer l'impression pour contrôler la totalité de la fabrication n'aurait que des avantages : réduction des délais, moindre coût, exploitation plus souple, plus rapide, possibilité de mettre à la disposition d'autres groupes, le labo, le maquetiste, et l'impression offset, autonomie complète de fonctionnement.

Le gros matériel à acquérir le sera d'occasion par un professionnel déjà présent dans l'équipe. Il faudrait une somme de 58 000 F minimum pour acquérir les machines, plus les frais d'installation, un local de 150 m², les premiers salaires, l'achat du papier, des films et des plaques. L'investissement total est donc évalué à 100 000 F. Pour réunir une part importante de cette somme, l'équipe de l'APRE demande de l'aide soit par des dons, même modiques, soit par un prêt, soit par une participation active à la campagne d'abonnements. APRE-hebdo, Ecologie 12, rue Neuve du Pâtis, 45200 Montargis. Tél : (38)85.56.15.

APPEL au peuple... « Encore une fois, nous faisons appel à vos portes-monnaies ou à vos comptes bancaires. Un groupe de plus, une campagne de plus... encore du fric !

A l'occasion des prochaines élections municipales, qui à Lille verront le duel Mauroy (actuel maire, n° 2 du PS) - Ségard (challenger, secrétaire d'Etat au PTT), les Amis de la Terre de Lille présenteront une liste qui comprendra des membres de comités de quartier, d'associations d'usagers, de défense, etc. Cette campagne va nous coûter cher, très cher. Mais le jeu en vaut la chandelle : il ne s'agit pas moins que de donner la parole à ceux qui ne l'ont jamais, que de donner « un coup d'accélérateur » au développement des contre-pouvoirs qui s'installent ça et là dans Lille.

Votre aide financière nous est indispensable.

C.C.P., chèques bancaires, mandats à l'ordre des Amis de la Terre, 51, rue de Gand, 59 000 Lille. CCP Lille 961 24 C.

« La Gueule Ouverte »
fondateur : Pierre Fournier
directrice de la publication :
Isabelle Cabut
responsable de la rédaction : Arthur
secrétaire de rédaction : Laurent Samuel
maquette : Rose Dentin
assistant à la maquette : Petit-Roulet
administration :
« les éditions PATATRAS »
société de presse au capital de 2 100 F
117, avenue de Choisy, 75 013 Paris.
Tél : 707 41 19.
composition et photogravure : Graphiti
5, rue des Petits-Hôtels, 75 010 Paris.
imprimerie : « Les Marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, 75020 Paris.
abonnements : un an : 180 F ;
6 mois : 95 F ; 3 mois : 50 F
par chèque bancaire
chèque postal ou mandat
adressé aux éditions Patatras,
117, avenue de Choisy
75013 Paris



rennes : LA JUSTICE MILITAIRE EN PROCES

Ce dessin, vous le connaissez tous : il a servi de support à une campagne de dénonciation de la justice militaire. Ce que vous n'ignorez pas non plus, c'est que son auteur (Cabu) et le directeur de Cité Nouvelle qui avait accepté de le publier (Ambroise Monod) sont traînés depuis bientôt un an devant les tribunaux de France et de Navarre pour « injures envers l'Armée ».

Jusqu'ici, nous prenions les choses à la rigolade, estimant (peut-être à tort) qu'il n'y avait pas là de quoi fouetter un chat et que c'était même une excellente publicité pour les idées que nous défendons. Mettre les rieurs de son côté a toujours été une fort bonne politique.

Seulement il vient un temps où les meilleures plaisanteries (et Dieu sait si ce qui peut égayer Monsieur le Ministre des Armées n'entre pas dans cette catégorie) deviennent lassantes. Depuis le début des hostilités, les frais engagés s'élèvent à plus de 15 000 F... Ça met le ricanement à un prix astronomique.

De plus, Bourges ne semble pas prêt à vouloir lâcher son os : alors que le Tribunal de Brest avait fait montre d'une certaine compréhension en ne condamnant « qu'à » 100 F d'amende avec sursis, le parquet a fait appel.

Résultat : on rejoue la farce le 14 février à Rennes devant un tribunal réputé pour être particulièrement répressif.

Et pendant ce temps les inculpations continuent à pleuvoir. La Roche sur Yon, Les Sables d'Olonne, Metz (là ce sont des colleurs d'affiches qui sont poursuivis !) auront bientôt le plaisir de recevoir le cirque ambulancier. Tant et si bien que l'on ne voit pas très bien ce qui permettrait d'arrêter l'hémorragie.

Le courage de certains magistrats ? Pour le moment, pas un seul n'a osé prendre le risque de défier le pouvoir en prononçant la relaxe. On les sent bien quelque peu gênés aux entournures, mais « ils » s'en sortent par des astuces tarabiscotées dans le genre de celle de la Cour d'appel de Paris : Confirmation du jugement de la 17^e chambre correctionnelle - soit 2 000 F d'amende - mais... confusion avec une peine prononcée il y a de cela plusieurs mois par le tribunal de Lille !

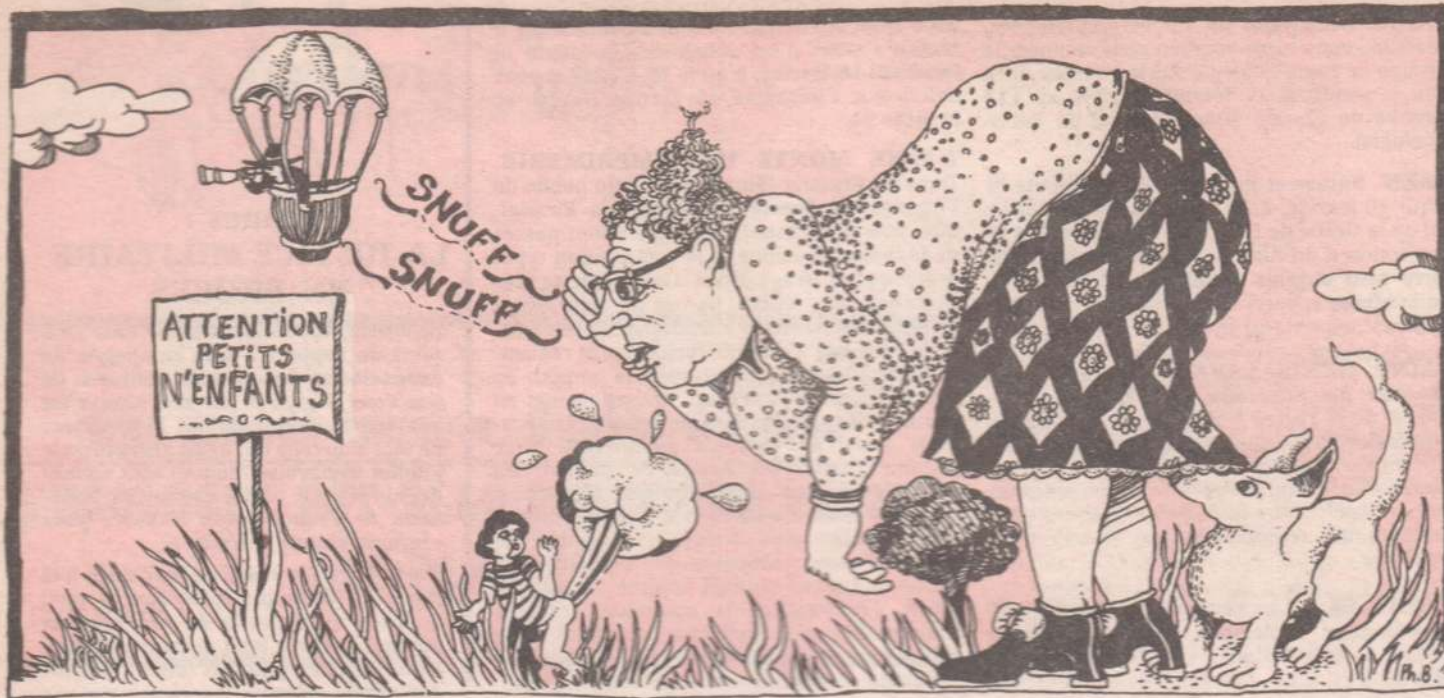
Seule donc un large soutien de la part de l'opinion publique peut amener la cessation des poursuites tant il est vrai que seul le rapport de forces créé est important.

A ce propos, on peut s'interroger sur le silence des journaux qui se limitent (sauf rares exceptions) à quelques entrefilets. Oh là, Messieurs, c'est pourtant la liberté de la presse qui est battue en brèche... Le mot « solidarité » n'aurait-il plus cours dans la profession ?

Puisque c'est par le biais d'amendes répétées que le pouvoir semble vouloir le réduire au silence, et puisque c'est l'état éthylique dans lequel se trouve l'officier caricaturé qui a l'air de déplaire à Monsieur le ministre de la Défense... le journal « Cité Nouvelle » lance une souscription, afin « d'offrir un verre de rouge à Bourges ». Il n'est pas permis de le faire pour payer une amende.

Vous pouvez envoyer votre participation à « Cité Nouvelle », 46, rue de Vaugirard, 75006 Paris. CCP : La Source 341.6865.

Quant aux Bretons, on compte sur leur présence lundi 14 février, à 14 h, à la cour d'appel de Rennes.



COMBATTRE POUR BONNEUIL

MANNONI raconte :
« Ecoutez, disait une nourrice à la mère d'un enfant autiste, écoutez ce qu'il est en train de raconter au feu... Je crois bien qu'il est en train de lui dire qu'il m'accompagnera aux champs demain, traire les vaches... »

- Mais il ne parle pas, répondait la mère.

- Il est bavard, votre fils, il n'arrête pas. »

Et Mannoni commente : « La brave paysanne, si elle ignorait ce qui soutenait son action, était néanmoins très attentive à tout un langage sans paroles qui échappait à la mère, trop en retrait de la vie... »

Un lieu pour vivre, c'est d'abord une tentative pour revenir à des évidences - à des évidences complètement recouvertes, dissimulées, occultées par deux siècles de fausse science médicale et d'administration bureaucratique de la folie.



Mais posez plutôt, si vous voulez bien, le livre sur Bonneuil, et prenons celui de Sandretto, qui vient de sortir aux éditions du Seuil, lui aussi. Jean Sandretto était vers 1970 interne dans un hôpital psychiatrique dont il ne nous dit pas le nom, mais qu'importe ?

L'histoire qu'il raconte est si exemplaire, si banale qu'elle pourrait s'être passée n'importe où : quiconque a un peu fréquenté les institutions psychiatriques y reconnaîtra la machine à broyer dont, malades ou « soignants », nous sommes encore prisonniers.

L'hôpital en question, c'est pourtant un hôpital neuf, un de ces luxueux villages psychiatriques qu'on a construits avec un retard d'une guerre, qui ont coûté les yeux de la tête et qu'il s'agit aujourd'hui de « rentabiliser » coûte que coûte - la Cour des Comptes le recommande expressément. Traduisez : on s'en fout de savoir si les gens seraient mieux soignés ailleurs, ce qui compte c'est de remplir ces machins-là et de faire rentrer du fric.

Et voilà Christian à l'asile. Christian, neuf ans, qui n'a strictement rien à y faire. Sandretto a repris tout son dossier, toute son histoire : Christian n'est en aucune façon (à son entrée) un malade mental. On l'a fourgué là pour s'en débarrasser, parce qu'on ne savait pas trop où le mettre. On : la D.A.S.S. précisément, la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale... Le livre de Sandretto, c'est l'histoire d'un crime, d'un de ces crimes réglementaires dont les administrations sont coutumières. Oh, il n'y a pas qu'en U.R.S.S., messieurs...

Christian donc, l'enfant dont on va suivre la « carrière » asilaire, Christian se trouve pris d'emblée dans une machine monstrueuse, vraiment on ne peut employer d'autre terme que celui de machine. Car l'institution fonctionne bien comme une machine, c'est évident. Chacun, du médecin-chef au plus jeune élève-infirmier, s'y trouve pris dans des mécanismes qui l'aveuglent littéralement et le rendent sourd, qui le dirigent, qui l'« agissent » à son insu. Le comportement de chacun devient parfaitement absurde, parfaitement irrationnel, parfaitement anti-thérapeutique, puisque la finalité manifeste de l'institution est paraît-il de soigner.

Il faut préciser que le service où travaillait Sandretto était pourtant considéré, localement, comme « d'avant-garde », c'est-à-dire beaucoup trop avancé au goût de certains. Et Les Cascades, le pavillon où est hébergé Christian - dans cet hôpital neuf, dans ce service d'avant-garde avec un médecin-chef moderne et dynamique - Les Cascades c'est le fleuron du service, le pavillon-pilote avec l'élite infirmière, déhiérarchisé, démocratique et tout - le pied, quoi. L'asile inchangé, éternel, indestructible. Les habitués reconnaissent sans peine le fonctionnement asilaire dans la description de Sandretto, les extraits qu'il cite du « cahier de rapport », ça fait trente ans qu'ils lisent ça chaque matin... Comprenez enfin, si vous n'êtes pas idiot, que si dans tous les hôpitaux psychiatriques les choses se passent de la même manière, parfaitement absurde et anti-thérapeutique, c'est bien que l'institution asilaire constitue une machinerie plus puissante que les volontés individuelles qui l'habitent, et qui réduit à néant ou presque toutes les bonnes intentions et la bonne volonté de ceux qui y travaillent.

Le plus lucide dans cette affaire ? Christian évidemment. Christian qui, dès sa première séance de « psychothérapie » avec l'interne, va lui demander quel est le code : la « langue-des-choses-vraies » ou la « langue-des-singeries » qui est celle bien sûr, creuse et prétentieuse, dans laquelle s'expriment les « soignants »...

Une « parole vraie »... Un lieu où la vérité puisse (parfois) se dire... C'est tout l'effort de Bonneuil, toute l'entreprise de Maud Mannoni et de ses collaborateurs, de créer un tel lieu - qui soit d'abord un « lieu pour vivre » et non un lieu de soins, un lieu marqué du sceau de la médecine. Un lieu pour vivre pour toutes sortes d'enfants-problèmes, d'enfants marginalisés, d'enfants allergiques à la vie ordinaire de notre société, et d'abord les enfants

qu'on appelle psychotiques. Un lieu où tout n'est certes pas permis, comme l'imaginent avec leur esprit tordu les tenants d'un certain ordre social qui ne voient qu'anarchie là où il n'y a pas flicage. Mais un lieu où il y ait une place (importante) pour le travail et les choses sérieuses, et aussi une autre pour le jeu, le rêve, la fantaisie, le délire même - faute de quoi l'imaginaire ne peut que se jouer dans le réel, avec l'escalade symptôme-répression que décrit si bien Sandretto.

On pourrait dire encore que Bonneuil, c'est un lieu où on s'efforce de laisser au désir un champ où se déployer : tout n'y est pas prévu, organisé, mâché d'avance pour l'enfant qui n'a plus guère qu'à se laisser gaver, c'est-à-dire à suivre passivement un programme « thérapeutique » pensé pour lui par de savants spécialistes et une administration hyper-nourricière - comme le sont si souvent, c'est bien connu, les « mères de schizophrènes » : ces programmes « thérapeutiques » qui conduisent si sûrement, la chose n'est plus à démontrer, à cette mort vivante dont les psychiatres ont préféré faire une « forme chronique » de la « maladie ».

On n'a pas oublié à Bonneuil que le désir de l'enfant, ce pouvait être un jour de fuir Bonneuil, de le rejeter, de le vomir. Ce qui s'est constitué à partir



de Bonneuil, c'est un « réseau » de lieux d'accueil, familles, communautés, la plupart à la campagne, certains à l'étranger... Il faut que l'enfant puisse changer de lieu, de visages, d'intérêts, d'activités, lorsqu'il en a marre d'être là et qu'il veut essayer autre chose - il reviendra peut-être un jour, à Bonneuil, pour déverser « un trop-plein de fantaisie qui ne peut se dire nulle part »... Aussi les lieux proposés sont-ils variés comme la vie même, et centrés sur des tâches « réelles » (artisanat, travaux de la ferme, mais aussi travail de bureau ou travail scolaire ou « services » ou activités artistiques), - des tâches qui ne soient pas trafiquées, déréalisées au départ en tâches « thérapeutiques », en « soins »...

Combattre pour Bonneuil, c'est aujourd'hui combattre pour l'éclatement et la disparition de l'asile. C'est combattre pour que des initiatives du même ordre - en marge des institutions officielles et en opposition à elles - voient le jour et se développent un peu partout en France : il en faudrait des centaines... Aussi bien l'équipe de Bonneuil se défend-elle de proposer un modèle : « l'invention, dit Mannoni, peut, doit devenir l'œuvre de tous. »

Roger Gentis